

Bonjour!

La personnalité de la semaine



Normand Laprise page A 12

Météo

Percées de soleil avec faible neige max -5 / min -16 page S 16

Monde

La reconstruction s'amorce en Bosnie page A 11

Girerd

L'ALPHABÉTISATION S'ARRÊTE CHEZ GARON

CHEZ MOI AUSSI, JE FERME TROIS BIBLIOTHÈQUES.



Index

Annonces classées	
- immobilier	C7, C8
- marchandises	C8
- emplois	C9
- automobile	C9 à C11
- propositions d'affaires	C11
Arts et spectacles	B10 à B14
- horaires-spectacles	B12
- télé-horaires	B12
Bridge	C10
Décès	C11
Êtes-vous observateur?	C7
Génies en herbe	C6
Horoscope	C8
Le monde	A11, C6, C12
Loteries	A4
Mots croisés	C6
Mot mystère	C9
Opinions	B2
Tabloid Sports	
- Ronald King	S5

Parizeau a été informé en juin des problèmes au ministère de Le Hir

Le premier ministre a du mal à garder son calme devant les journalistes

DENIS LESSARD
SAINT-HYACINTHE

Jacques Parizeau avait été informé début juin de problèmes sérieux au ministère de Richard Le Hir, mais après vérification, aucun conflit d'intérêts n'avait été découvert.

En conférence de presse, en marge de son dernier Conseil national du PQ en qualité de premier ministre, M. Parizeau a

révéillé que son premier fonctionnaire, Louis Bernard, lui avait fait part des problèmes du ministère de Richard Le Hir dès le début juin, au moment où M. Bernard avait rencontré cinq employés du Secrétariat à la restructuration, inquiets du système d'attribution des contrats.

Visiblement très agacé par les questions qui se multipliaient sur l'affaire des contrats du Secrétariat, M. Parizeau a paru avoir de la peine à garder son

calme quand un journaliste lui a demandé « la date exacte » à laquelle M. Bernard l'avait informé.

« Je ne suis pas le président Nixon, je n'enregistre pas ces choses. Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ces questions. Êtes-vous un juge, voulez-vous que je prête serment ! » de répliquer, piqué au vif M. Parizeau.

« J'ai été mis au courant qu'il y avait eu de la bisbille dans ce

ministère et que M. Bernard s'en occupait, qu'il rencontrait des gens ». Mais ce dont on s'était plaint auprès de M. Bernard concernait surtout les relations « entre le sous-ministre (Pierre Campeau) et la machine, et non pas les rapports autour du conseiller (Claude) LaFrance », dira M. Parizeau. Après la vérifica-

VOIR PARIZEAU EN A2

Autres informations en A9



Jacques Parizeau PHOTO REUTER

Le feu couve dans le sol de la carrière Miron

RAYMOND GERVAIS

Les pompiers de Montréal ont été appelés à se rendre à deux reprises, vendredi, au Centre de tri et d'élimination des déchets (CTDE) de la Ville de Montréal, situé dans l'ancienne carrière Miron, rue Jarry est.

Comme c'est fréquemment le cas, les flammes se sont déclarées dans les déchets enfouis dans le sol de l'ancienne carrière. Ce sont les biogaz provenant de la décomposition des ordures sous terre qui s'enflamment à cause de la chaleur. Le méthane, un gaz très volatil se dégageant des déchets, s'enflamme au contact de l'oxygène.

Selon le chef de district André Lemire du service de prévention des incendies de Montréal, les pompiers sont appelés plusieurs fois par mois à se rendre au CTDE afin de circonscrire des débuts d'incendies.

« Vendredi les pompiers se sont rendus à deux reprises au Centre de tri, soit à 10 h et à 21 h. Toutefois, nos interventions n'ont pas été nécessaires et c'est le personnel du CTDE qui, avec l'aide d'une chargeuse-pelleteuse, a réussi à circonscrire le feu en creusant. Lors de la première intervention, nos hommes ont été sur place 14 minutes, tandis que vendredi soir ils ont pris des lectures d'oxyde de carbone, a précisé le chef de district Lemire.

Le 26 novembre dernier, les pompiers avaient été appelés à se rendre à nouveau sur les lieux d'un incendie, cette fois leur intervention avait été nécessaire et ils avaient dû arroser durant plusieurs heures le secteur d'où les flammes s'échappaient.

M. Lemire a expliqué hier que la façon de maîtriser ce type d'incendie consistait à creuser, à isoler les flammes et à inonder le trou.

Toujours selon le chef de district, il n'y aurait pas de danger d'explosion pour le moment et les capteurs de gaz installés sur le site suffiraient à la tâche.

Toutefois, le conseiller vert de la Ville de Montréal, M. Marvin Rotrand, (Coalition démocratique-Montréal écologique) est d'avis contraire. Citant le rapport d'un ingénieur, M. Rotrand prétend que les gaz qui se dégagent de la décomposition des déchets et qui s'accumulent dans le sol, représentent un véritable danger pour les résidents du secteur Saint-Michel.

Selon lui, l'étude préparée par un spécialiste en la matière soutient que le système élaboré pour soutirer les biogaz est inadéquat et qu'à la suite d'affaissement du sol les tuyaux souterrains reliés à des cheminées seraient sectionnés, ce qui expliquerait en partie les accumulations de gaz dans le sol.

« Comme les biogaz ne peuvent s'échapper normalement, ils s'accumulent et lorsque la chaleur devient suffisamment élevée, il y a combustion, d'où le

THIBAUT A PASSÉ LE TEST



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le gardien Jocelyn Thibault, obtenu mercredi dernier de l'Avalanche du Colorado dans l'échange de Patrick Roy, a été choisi la première étoile à son premier match dans l'uniforme du Canadien. Thibault et les siens ont fait match nul, 2-2, contre les Rangers de New York, hier soir au Forum, le jeune gardien effectuant plusieurs arrêts spectaculaires. Un autre jeune, Valeri Bure, a enfilé les deux buts du Canadien.

● A lire dans le tabloid Sports, pages S2 à S5.

Mickey Mouse menace la presse américaine

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Quand la compagnie Walt Disney a annoncé son intention d'acheter le réseau de télévision ABC, l'été dernier, les caricaturistes américains se sont amusés à dessiner Mickey Mouse derrière un bureau et devant une caméra, en train de lire les nouvelles.

Ils n'ont pas eu à attendre longtemps avant que leur prophétie ne se réalise: le géant du divertissement bon enfant ne prend pas l'information très au sérieux. Son attitude devant la

compagnie Philip Morris, le géant du tabac, en août dernier, en est la preuve la plus navrante. Il fallait entendre les excuses pathétiques d'ABC à Philip Morris après sa diffusion d'un reportage percutant sur la malhonnêteté des dirigeants de l'industrie du tabac...

Mais avant d'aller plus loin, il faut souligner que le réseau ABC, après sa fusion avec Disney, n'est pas le seul fleuron de l'information américaine à capituler devant les forces de l'argent ces jours-ci. Tour à tour, au cours des dernières semaines, le réseau CBS, le New York Times et le Washington Post ont également renoncé à défendre avec vigueur la liberté de la presse, un des principes fondamentaux de la constitution des États-Unis.



La raison principale de cette tendance est simple: défendre la liberté de la presse contre un lobby comme celui du tabac, dont les moyens juridiques sont quasiment inépuisables, ça coûte cher. Ce n'est pas profitable. Et à une époque où l'information n'est plus qu'un des nombreux « produits » des nouveaux conglomérats du monde des communications, ce n'est plus une priorité.

Un revirement brutal
Il fut pourtant une époque où

Conflit à la Firestone de Joliette: Chevrette rencontrera les Japonais

ÉRIC CLÉMENT
JOLIETTE

Très inquiet de la tournure des événements dans le conflit de travail qui affecte le 23 août chez Bridgestone-Firestone à Joliette, le ministre d'État au développement des régions Guy Chevrette rencontrera la direction japonaise de l'entreprise le 18 décembre prochain.

M. Chevrette suit d'autant plus près la grève qui affecte l'usine de pneus qu'il connaît bien cette entreprise. D'abord parce qu'il est député de Joliette depuis 1976, mais aussi parce qu'il y a été médiateur dans un précédent conflit de travail à la fin des années 70, conflit qu'il avait contribué à résoudre.

Après l'échec du premier conciliateur, un second, Paul-Émile Thellend, a commencé son travail mercredi. Mais Guy Chevrette se demande si la médiation sera suffisante. « Je fais tout mon possible, dit-il. J'ai une proposition pour les Japonais. Je leur poserai des questions directes. »

La direction japonaise de Bridgestone a accepté de rencontrer M. Chevrette mais a posé ses conditions. « Je sais déjà que ce sera lundi 18 décembre de 9 h à 10 h, mais je ne sais pas encore où aura lieu la rencontre, dit le ministre. Ils vont me téléphoner la veille pour me le dire. »

L'entreprise, qui emploie 900 employés, fabriquait avant le conflit 14 000 pneus par jour, exportés à 90 % aux États-Unis. Aujourd'hui, une centaine de cadres en produisent environ 3 000. L'usine a été ouverte en 1966 par la société américaine Firestone Tire and Rubber. Elle fut absorbée par Bridgestone lors de l'acquisition de Firestone en 1988, une transaction de 2,6 milliards.

Actuellement, cinq des six usines Bridgestone des États-Unis connaissent un conflit de travail, selon le syndicat. La situation y est si tendue que le président

VOIR FIRESTONE EN A2

Autres informations sur le conflit de travail en page A4

la presse américaine n'avait pas froid aux yeux. Il est bon de le rappeler, pour mieux comprendre l'ampleur du revirement.

L'histoire de la publication des « Pentagon Papers » est sans doute le meilleur exemple de l'âge d'or de la presse américaine. C'était en 1971. Neil Sheehan, alors à l'emploi du New York Times après son travail exemplaire au Vietnam pour l'agence de presse UPI, reçoit d'un ex-fonctionnaire du Pentagone, Daniel Ellsberg, une tonne de documents « top secret » sur l'histoire complète de l'intervention américaine au Vietnam.

Les « Pentagon Papers » révèlent de façon accablante tous les mensonges des politiciens et des

VOIR PRESSE EN A2

Grèves : les mystères insondables du « ras-le-bol » français



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

En France, on appelle ça un peu absurdement « le troisième tour social ». C'est-à-dire qu'après le premier puis le second tour d'une élection (présidentielle) qui donne la victoire à la droite, la gauche décide d'obtenir dans la rue, par la grève générale et les manifestations, ce qu'elle n'a pas obtenu par les urnes.

On peut difficilement être davantage qu'aujourd'hui dans un « troisième tour ». Jamais la droite politique n'a disposé d'une majorité aussi écrasante dans le pays : environ 480 députés sur 577, vingt régions sur 22, la plupart des grandes villes, et bien sûr la présidence de la République jusqu'en mai 2002! Pendant ce temps, un étrange mouvement de protestation sociale, le plus important depuis mai 68, mais en même temps pas irrésistible ou généralisé, paralyse à moitié le pays depuis maintenant deux semaines, et sans que personne puisse dire s'il va se maintenir, s'amplifier, ou nettement refluer au cours de la semaine qui vient. Avec, en cas de vrai durcissement, l'hypothèse toujours actuelle d'un départ forcé du premier ministre Juppé.

Cette expression de « troisième tour » est en fait plutôt fautive parce qu'elle supposerait que ce genre de

mouvement peut être décidé et déclenché sur commande par les états-majors syndicaux.

La réalité est tout autre : la caractéristique des grands mouvements de masse ou des grèves dures en France, c'est justement que pratiquement personne ne les a prévus, que les directions syndicales ne parviennent ni à les déclencher ni à les contrôler, et qu'on ne sait vraiment pas comment elles vont évoluer.

La semaine qui vient de s'achever devait être « décisive ». Elle ne l'a pas été. Les manifestations nationales de mardi ont été considérables (50 000 personnes dans les rues de Bordeaux, ville du premier ministre), et le discours musclé d'Alain Juppé le même jour n'a rien changé à la situation. La « journée d'action » de jeudi a de nouveau été un succès : un peu moins de manifestants dans les rues, mais en revanche près de la moitié des enseignants en grève, avec 60% des écoles fermées. Pendant ce temps, pour des raisons totalement inexplicables, le trafic aérien a été fortement perturbé, mais pas du tout interrompu. Quant aux transporteurs routiers, dont on attendait toujours qu'ils donnent le coup de grâce au gouvernement en bloquant les routes, ils se sont contentés de quelques « opérations-escargots » autour de la capitale. Pourquoi cette modération ? Mystère. Mais cela n'exclut en rien qu'ils se joignent soudain au mouvement, demain, ou mardi (nouvelle « journée d'action ») avec manifestations ou jamais. De la même manière,



re, pourquoi le conflit de décembre 1986 avait-il duré 29 bonnes journées ? Et pourquoi celui d'Air France — qui ne bouge guère ces jours-ci — avait-il dégénéré en affrontements violents à l'automne de 1993 ?

« Un mouvement qui ne se développe pas commence rapidement à refluer », pronostiquait mardi dernier Raymond Soubie, un spécialiste des conflits sociaux. Et la plupart des observateurs auraient volontiers contresigné cette déclaration. Mais force est de constater que ça ne se passe pas du tout comme on pouvait le prévoir ni de façon rationnelle. Ce vaste mouvement de « ras-le-bol » aurait fort bien pu se déclencher en 1993, alors qu'Édouard Balladur multipliait les coupes sombres dans le budget et les hausses de taxes : il ne s'est rien passé du tout. Aujourd'hui, personne ne peut dire avec précision quelle est la petite goutte d'eau qui a fait déborder le vase, quelles concessions ou manœuvres du gouvernement permettraient le retour à la normale, ou si le président Chirac sera acculé au renvoi de son fidèle (et très maladroite) Juppé pour obtenir un cessez-le-feu social.

Le mouvement de ras-le-bol est d'autant plus mystérieux que ses revendica-

tions sont à la fois diverses, parfois contradictoires, et le plus souvent extrêmement floues. Les 180 000 salariés de France Télécom (partiellement en grève) craignent essentiellement de voir leur entreprise privatisée pour faire face à la dérégulation européenne de 1997. Les chauffeurs routiers se plaignent de la non-application de la convention signée avec leurs patrons. Les enseignants réclament plus de moyens. Les postiers se plaignent de leurs conditions de travail. Les cheminots refusent avec l'énergie du désespoir le « contrat de plan » qui devait être signé le 13 décembre et prévoit la suppression de nombreuses lignes peu rentables. Et finalement l'ensemble de ces salariés protestent à l'avance contre le plan Juppé de réforme de la sécurité sociale, la répartition des sacrifices demandés, et surtout la remise en cause du système des retraites. Un front du refus à la fois confus et généralisé qu'il est bien difficile de combattre : comment le gouvernement pourrait-il promettre de ne pas toucher à la Sécurité ou aux retraites, alors que chacun sait que les régimes craquent de toutes parts, et qu'il faut réformer pour éviter la faillite en l'an 2005 ou 2010 ?

Le plus surprenant dans cette affaire (et le plus inquiétant pour le gouvernement), c'est que les non-grévistes, à commencer par tous les salariés du secteur privé, subissent les inconvénients dramatiques de cette grève (des transports), mais pratiquement sans aucune réaction d'hostilité face aux grévistes. À la Bastille, les garçons de

café, qui vivent tous en banlieue, mettent entre deux et quatre heures chaque matin pour venir au travail. Dans la rue voisine, le mari de la concierge, ouvrier en grande banlieue, se fait ramasser à 3h30 du matin par une fiacre de son entreprise, et rentre le soir à 20 heures. Quant au secteur commercial, pour lequel décembre compte au moins pour deux mois, le désastre est colossal. Les grands magasins sont à moitié déserts. Les salons professionnels également : à la Grande Braderie de Paris, la fréquentation est tombée... de 80%. Beaucoup de petites entreprises, qui n'ont pas de réserves, sont au bord du dépôt de bilan. D'ores et déjà, la facture globale du mouvement se chiffre en dizaines de milliards de francs.

« Tout se passe, dit le politologue Roland Cayrol, comme si l'ensemble des Français, face à la crise et aux changements inéluctables, avaient un dernier mouvement de refus, sans rapport avec la rationalité. Face aux plans Juppé et autres, ils disent : encore une minute, monsieur le Bourreau ! Et si, malgré la gêne considérable qu'ils subissent, et malgré les « privilèges » dont jouissent les fonctionnaires, ils soutiennent assez largement les grévistes, c'est que dans le système français, où il est difficile de faire grève dans le privé, les grévistes du public font grève à leur place. C'est la grève par procuration. »

Un mouvement simple comme bonjour, comme on le voit. Et avec lequel doit traiter un premier ministre Juppé doué pour un tas de choses, mais certainement pas pour la pédagogie.

Demain dans La Presse



Automobile

Le véhicule de l'année au Canada en 1996

Chrysler a encore fait mouche. Sa petite Neon n'a pas fini de savourer son titre de « voiture de l'année 1995 » que la division Dodge de ce manufacturier nord-américain rassemble trois autres titres de l'Association des journalistes automobile du Canada (AJAC) avec des modèles 1996 considérés comme nouveaux. Et comme si ce n'était pas suffisant, c'est sa fourgonnette Caravan Sport, l'héritière de l'Autobeaucoup, qui enlève les grands honneurs de la guerre avec le titre fort convoité de « véhicule de l'année 1996 ». A lire le reportage de Gilles Bourcier dans *La Presse* de demain.

Suite de la Une

PARIZEAU

Parizeau a été informé en juin des problèmes au ministère de Le Hir

tion de M. Bernard « cela ne sentait pas mauvais », a ajouté le premier ministre. Reconnaisant avoir été informé dès juin, M. Parizeau contredisait la ligne adoptée jusqu'ici par ses collaborateurs. La semaine dernière, son chef de cabinet, Jean Royer, soutenait ne pas avoir saisi son patron de ce problème « j'ai relu mes notes et je lui en avais fait part », a-t-il précisé hier. Louis Bernard disait aussi que l'affaire s'était terminée quand il avait communiqué la conclusion de sa vérification à M. Royer. « Je ne me souviens pas d'en avoir parlé au premier ministre, mais c'est possible », a-t-il expliqué hier.

Lafrance identifié Selon les informations obtenues par *La Presse*, et confirmées hier par M. Bernard, dès le 1er juin les cinq employés mécontents avaient, au cours de la rencontre, souligné la « possibilité de conflit d'intérêts » mettant en cause M. Lafrance, comme l'affirmait le rapport du vérificateur. Trois de ces employés ont dû quitter le secrétariat le 6 juin — le contrat de deux d'entre eux s'est terminé abruptement, l'autre employé a demandé de retourner à son ancien ministère.

M. Bernard a reconnu hier que le document de huit pages qu'il avait reçu alors mentionnait nommément M. Claude Lafrance et ne se limitait pas au fait qu'il était l'ancien patron du sous-ministre, Pierre Campeau. Le document des employés re-

levait dès juin des liens entre M. Lafrance et d'autres entreprises ayant obtenu des contrats — ce qui allait constituer le cœur du rapport du vérificateur la semaine dernière.

Le rapport des employés du Secrétariat affirmait déjà que M. Lafrance avait été conseiller de GMA Service-Conseil dans le passé. Le rapport du vérificateur devait aller plus loin ; Solin, la firme de Claude Lafrance, détenait même 20% des intérêts de GMA.

Autre fait établi par le rapport des fonctionnaires, Marcon, une firme qui avait obtenu un contrat de 375 000 \$ partageait ses bureaux avec Gestik, une firme appartenant à M. Lafrance. Ce fait a été retenu dans la série de liens relevés par le vérificateur cette semaine.

Pour M. Bernard, les allégations du rapport des employés concernant M. Lafrance n'étaient pas des conflits d'intérêts — la participation de Solin dans GMA n'avait pas été mise au jour.

En fait, c'est bien avant tout au sujet du sous-ministre Pierre Campeau que les cinq employés avaient fait part de leurs appréhensions. Convoqué rapidement, M. Campeau avait nié détenir des intérêts dans les firmes ayant obtenu des contrats et l'enquête menée par la suite avait corroboré ces affirmations.

En outre, souligne M. Bernard, il a été établi que Claude Lafrance — l'ancien patron de Pierre Campeau chez Solin — avait été retenu comme consultant après que deux autres sociétés aient été approchées et aient décliné l'offre du Secrétariat. Une série de fonctionnaires

avaient été rencontrés, mais l'enquête avait essentiellement porté sur M. Campeau.

Sans remous

Le Conseil national d'hier, s'est déroulé sans remous. Les 400 délégués ont disposé rapidement des résolutions susceptibles d'alimenter une controverse qui aurait radicalisé le gouvernement péquiste. Une résolution réclamant que les prochaines élections soient référendaires a été battue à plate couture. Une autre résolution demandant que la loi soit amendée pour permettre la tenue de deux référendums dans le même mandat a été carrément écartée, faute de défenseurs. Les péquistes ont aussi mis de côté une résolution proposant au gouvernement de resserrer l'application de la loi 101. Pour la ministre Louise Beaudoin, il vaut mieux attendre les conclusions d'une commission d'enquête attendues pour le début de 1996.

Le projet de carte d'électeur a été sérieusement encadré ; le gouvernement du Québec lancera le débat la semaine prochaine ; sa proposition ne choisira pas toutefois entre les différentes solutions, soit les cartes existantes, une carte d'électeur, ou une carte d'identité unique.

Devant les siens, Jacques Parizeau s'est montré avare de conseils avant de quitter la barre. Une exception, toutefois, il a prié les siens de toujours garder l'œil sur les électeurs moins âgés. « Ne laissez jamais les jeunes nous lâcher au Parti québécois », a lancé Jacques Parizeau, comme seul conseil pour la suite des choses.

Il n'a clairement pas l'intention d'intervenir dans les orien-

tations que prendra le Parti québécois sous Lucien Bouchard.

« Il ne m'appartient pas de tracer la stratégie de demain. Vous aurez bientôt un nouveau chef, de nouveaux débats, une nouvelle approche », a-t-il dit aux militants qu'il dirigeait depuis sept ans. « Je n'arrive pas, je pars », a-t-il ajouté par la suite. « Il ne faut pas que quoi que ce soit soit considéré comme une vache sacrée, sauf l'objectif de la souveraineté », a-t-il dit.

Il n'a pas voulu dire mot de ses intentions en quittant la vie publique ; « vous n'avez pas idée comme je vais trouver agréable enfin de définir ma vie privée sans avoir à la partager avec vous », a-t-il lancé aux journalistes. □

FEU

Le feu couve dans le sol de la carrière Miron

danger d'explosion », avait pour sa part expliqué en mars 1993 un ingénieur conseil américain, John E. Murphy

Toujours selon l'ingénieur, les capteurs installés sur le site du CTDE, dont le nouveau nom est le Complexe environnemental Saint-Michel, sont insuffisants pour évacuer les poches de gaz qui se forment sous la surface.

Finalement, M. Rotrand a réaffirmé hier que l'épaisseur du couvert minéral et végétal au-dessus des déchets n'était pas suffisante et que le soutirage était inadéquat. □

Question du jour Le service InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Doit-on forcer les patients à accepter la mixité dans les chambres d'hôpitaux?



La quotidienne à trois chiffres **672**
Tirage d'hier à quatre chiffres **2224**

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	
RÉDACTION	285-7070	Décès, remerciements	285-6816
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détailants	285-6931
Grandes annonces	285-6892	National, Télé+	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 — Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



CODE DU JOUR **49-7** DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 1995

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse
285-7111

FIRESTONE

Conflit à la Firestone de Joliette : Chevrolet rencontrera les Japonais

Bill Clinton s'en est mêlé, encourageant vivement la direction japonaise à en arriver à une entente avec ses employés.

Ce n'est pas le premier conflit à Joliette. En 1973 : 11 mois de grève. En 1978 : 3 mois de grève. En 1993 : la direction décrète le

lock-out d'une vingtaine d'employés de bureau. À l'usine, actuellement, ça joue dur. Pour le syndicat, l'employeur est arrogant. On a appelé la population à boycotter les pneus Bridgestone. Côté patronal, on cite des cas de vandalisme. Il y a deux semaines, un cadre responsable des relations de travail a même été blessé au nez par un représentant syndical en pleine séance de négociations.

Pourtant, l'usine tournait à plein régime, avant la grève. Sa

productivité a doublé en neuf ans. Le jeune directeur de l'usine (34 ans), Alain Déry, le reconnaît. De 46 livres de pneus produits par un homme en une heure en 1986, on est passé à 105 livres cette année.

L'entreprise a reçu un grand nombre de prix récompensant une productivité et une qualité exceptionnelles. « C'est l'entreprise la plus performante à l'extérieur du Japon », assure Jacques Comtois, assembleur à l'usine.

Payés en moyenne 18 \$ l'heure, les syndiqués souhaitent une augmentation de salaire de 1,50 \$ mais la question n'a pas encore été abordée lors des négociations. Les points en litige sont l'absentéisme et la volonté syndicale de créer une équipe de fin de semaine. La direction rétorque que les demandes syndicales coûteraient 15 millions, soit la moitié du profit réalisé en 1994, la première année où Bridgestone-Firestone a enregistré un bénéfice net depuis 1988. □

PRESSE

Mickey Mouse menace la presse américaine

militaires concernant l'ampleur du rôle des États-Unis au Vietnam et l'étendue de sa défaite. Mais publier ces secrets d'État, c'est exposer le journal et ses dirigeants à une poursuite au criminel. Le conseiller juridique du *New York Times* s'élève de tout son prestige et de toute sa force contre le projet. Et il démissionne quand le rédacteur en chef du *Times*, Abe Rosenthal, finit par convaincre le propriétaire du journal, Punch Sulzberger, que la prison n'est pas un prix trop élevé à payer pour défendre le droit de la presse de publier la vérité.

L'administration Nixon tente de faire interrompre la publication de la série d'articles du *Times* en réclamant une injonction, mais sa demande est rejetée par un tribunal fédéral. Elle menace aussi d'intenter des poursuites contre la source du *New York Times*, son journaliste et ses patrons, mais elle doit ultimement s'avouer vaincue... La presse avait tenu tête au président des États-Unis. L'affai-

re du Watergate allait permettre au *Washington Post* de marquer d'autres points pour la liberté de la presse.

Un dégonflage humiliant

L'attitude de la presse américaine dans les années 70 avait eu l'effet de réconcilier une partie de la jeunesse du pays avec ses institutions. Si des membres de l'establishment comme le *Times* et le *Post* dénonçaient les mensonges du gouvernement et de l'armée, c'était la preuve que tout n'était pas pourri.

En 1995, la presse fait face à des défis aussi importants, mais différents. La menace à sa liberté de faire circuler l'information ne vient plus seulement du gouvernement, mais de plus en plus du monde des affaires.

Le cas ABC-Philip Morris constitue une des manifestations du phénomène. En août dernier, quand Disney négociait en coulisses l'achat d'ABC, le réseau se battait depuis 17 mois contre une poursuite colossale de dix milliards intentée par Philip Morris à la suite d'un reportage du magazine télévisé « Day One » qui dénonçait le cynisme de l'industrie du tabac. « Day One » avait notamment accusé Philip Morris de « corser » ses ci-

garettes en y ajoutant de la nicotine pour augmenter l'effet de dépendance.

Peu après l'annonce de la fusion entre Disney et ABC, le service d'information du réseau a été forcé par le président d'ABC de capituler devant Philip Morris en lui versant deux millions en dommages et en lui présentant des excuses publiques.

Ce que les journalistes ont conclu de ce dégonflage humiliant, c'est que l'information concernant une industrie qui tue 300 000 personnes par année aux États-Unis était désormais beaucoup moins importante que les préoccupations financières des nouveaux barons du monde des communications.

Le cas de « 60 Minutes » Les journalistes de « 60 Minutes », le prestigieux magazine d'information de CBS, en sont venus à la même conclusion le mois dernier. Ils se sont vu interdire par les grands patrons du réseau de diffuser une entrevue avec un ancien cadre de Brown & Williamson, un autre géant du tabac, qui révélait les efforts de la compagnie pour contrer le projet d'une cigarette moins nocive, auquel il avait participé. Si Brown & Williamson avait donné suite au projet, la compagnie

aurait implicitement admis le danger de la cigarette, ce à quoi l'industrie se refuse toujours.

La décision des grands patrons de CBS de censurer ainsi une information d'intérêt public est intervenue au moment où le réseau négociait une fusion de 5,4 milliards avec la compagnie Westinghouse. CBS a non seulement été accusé d'avoir voulu éviter de mettre la fusion en péril en s'exposant à une poursuite coûteuse, mais aussi d'avoir voulu protéger ses propres intérêts dans la compagnie Lorillard, un autre colosse de l'industrie du tabac.

Quant au *New York Times* et au *Washington Post*, qui sont conjointement propriétaires de l'*International Herald Tribune*, ils viennent de régler à l'amiable une poursuite intentée par l'ancien premier ministre de Singapour en lui versant 214 285 \$. Celui-ci s'était insurgé contre un article d'opinion publié dans le *Tribune* qui, sans le nommer, mettait en doute l'impartialité du système judiciaire singapourien pendant son règne autoritaire.

Imaginez maintenant ce que font les petits du monde de l'information pour protéger leur rentabilité... □

Les cols bleus ont entrepris le déblaiement dès que la neige a atteint 2,5 cm hier matin

ÉRIC CLÉMENT

■ C'était presque une journée normale pour les cols bleus de Montréal, hier, puisqu'ils ont entrepris le déblaiement des chaussées dès que la couche de neige a atteint 2,5 cm d'épaisseur au lieu de 9 cm comme convenu depuis le début du conflit de travail qui oppose leur syndicat à l'administration Bourque.

Il s'agissait en fait d'un revirement de la part de la Ville qui avait refusé vendredi d'aller au-delà des recommandations de la liste des services essentiels, tel que l'offrait le syndicat des cols bleus. Et heureusement que la Ville a changé son fusil d'épaule sur ce point, sinon la situation aurait été bien pire pour les automobilistes montréalais, qui ont dû subir les conséquences de la chute de quinze centimètres de neige supplémentaires dans les rues.

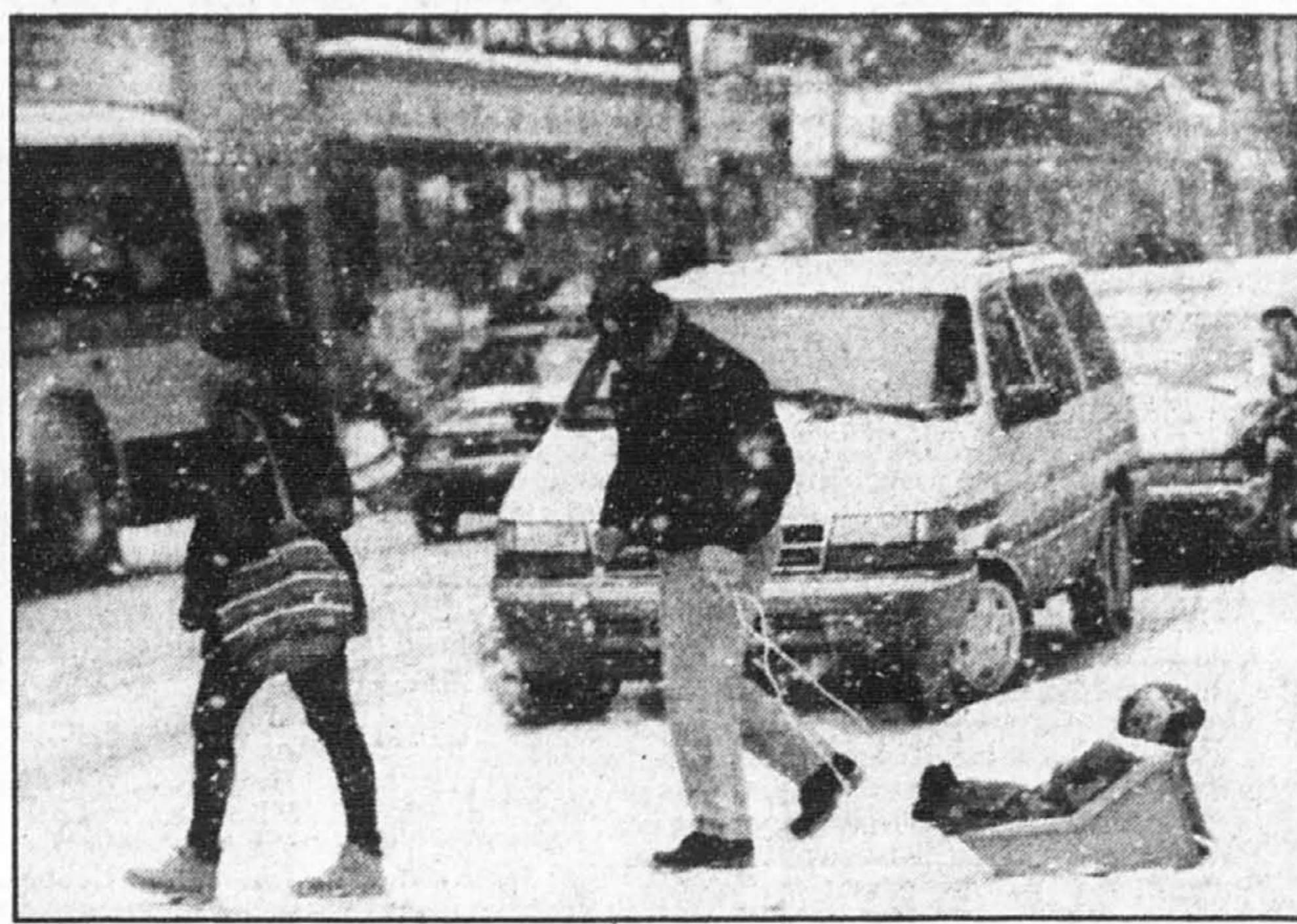
« Nous sommes allés au-delà de la liste des services essentiels qui indique que l'activité de déblaiement commence dès que l'épaisseur de neige est de 9 cm », explique Jacques Savard, coordonnateur des services essentiels à la Ville de Montréal. En fait, on a accepté ce que le syndicat avait proposé, soit de dégager la neige des chaussées à partir

de 2,5 cm d'épaisseur et non de 9 cm. »

Est-ce un signe d'apaisement que la Ville a voulu signifier? En tout cas, environ 350 cols bleus et autant de personnes venant du secteur privé ont commencé à nettoyer les rues et à épandre des matériaux abrasifs dès 7 h hier matin. L'équipe de jour a terminé son travail à 19 h après avoir travaillé douze heures de suite. Elle a été relayée par l'équipe de nuit.

Aurait-on pu ajouter plus de personnel pour que les voies de communication soient nettoyées plus rapidement (puisque la municipalité économise 25 000 \$ par jour d'heures supplémentaires non payées)? « Non, répond M. Savard. Nos structures complètes étaient en place. C'est le maximum que l'on peut faire en temps normal. »

Les opérations de chargement de la neige ne se faisant pas en même temps que la neige tombe, ce n'est que ce matin à 7 h, qu'elles pourront débuter, explique M. Savard. Mais hier soir, Environnement Canada annonçait pour aujourd'hui une probabilité de 60 % qu'il y ait des averses de neige, entremêlées d'éclaircies, avec une température maximale de -10 C.



La neige qui tombait hier enveloppait la ville de la féerie des Fêtes.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Pierre Bibeau nommé président par intérim de Pro-Est

ÉRIC CLÉMENT

■ Surnommé « l'Homme de l'Est » pour son action énergique dans la revalorisation de l'est de Montréal, l'ex-président de la Régie des installations olympiques, Pierre Bibeau, vient d'être nommé président par intérim de Pro-Est.

M. Bibeau, actuellement directeur général de la Société du parc des îles, a été nommé par le comité de direction de Pro-Est (Société de concertation socio-économique de l'Est de Montréal) en remplacement de Jean-Guy Chaput, l'ex-directeur général de la Caisse populaire de Maisonneuve, un proche de M. Bibeau.

M. Chaput a décidé de quitter « provisoirement » son poste, compte tenu de ses démêlés avec la justice depuis qu'il a été accusé, le 13 novembre, d'avoir volé de l'électricité. Hydro-Québec lui réclame plus de 10 000 \$.

Selon la directrice de Pro-Est, Line Beauchamp, Pierre Bibeau a été choisi à l'unanimité des six autres membres du comité de direction de l'organisme.

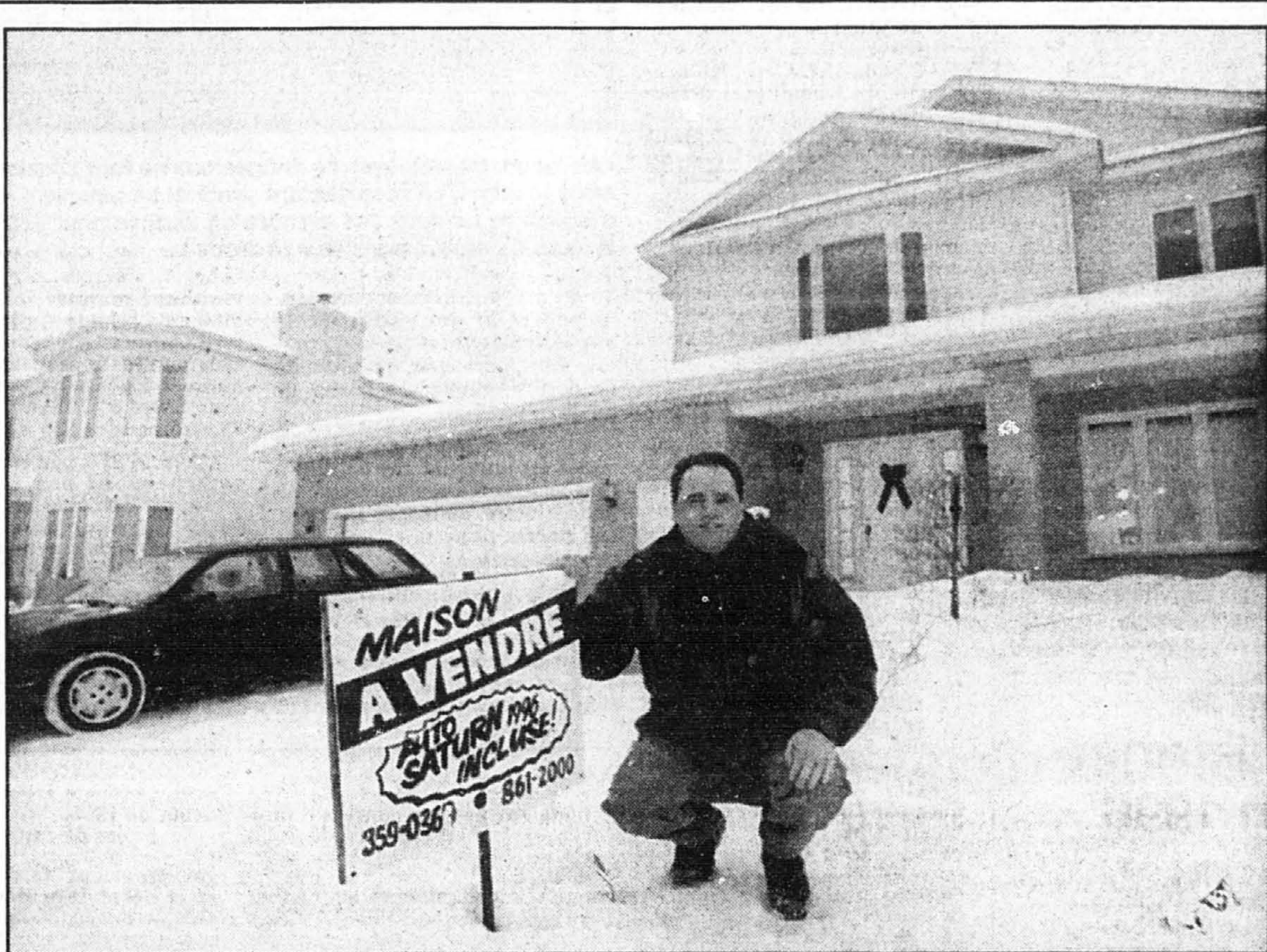
Pierre Bibeau aura la responsabilité d'intensifier les efforts de Pro-Est pour faire de l'ancien cœur industriel de la métropole un pôle attractif pour l'industrie environnementale. L'organisme ira bientôt en appel d'offres afin d'obtenir une étude de faisabilité sur les atouts et les faiblesses de l'est de l'île dans ce secteur d'activités.

D'autre part, Pro-Est est à l'origine d'une entente entre l'UQAM, les collèges de Rosemont et de Maisonneuve et la CECM. M. Bibeau devra veiller à ce que « des activités intégrées d'enseignement et de formation sur mesure » en environnement soient mises en oeuvre, dès 1996. Un comité sur l'industrie récréo-touristique, dirigé par M. Asselin, devra aussi trouver des idées originales pour développer ce secteur localement.

« Nous allons implanter un site Internet dès le début de 1996 », a précisé M. Bibeau à La Presse, hier. Je vais rencontrer le président de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, Alain Riendeau, afin de parler de nos projets. »

Pro-Est fut créé en 1988 à la suite de la fermeture de plusieurs grosses entreprises situées dans l'est de Montréal, comme Versatile Vickers, Angus et American Can. M. Bibeau sait que sa tâche sera ardue pour revivifier l'Est qui a perdu 42 % de sa population en 25 ans et où le chômage, la pauvreté, la prostitution et même la faim sont plus répandus qu'ailleurs dans la ville.

« On ne peut pas prendre de décisions à la place de la classe politique, dit M. Bibeau. Il est difficile pour nous de prendre des initiatives pratiques. Notre but est de préparer le terrain. » L'organisme Pro-Est est financé par des subventions fédérales, provinciales et municipales. Son budget annuel est d'environ 150 000 \$.



Mark Mant devant sa résidence du Village des légendes, à Saint-Luc.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Pour vendre sa maison, ce résident de St-Luc offre une voiture en prime

Seulement six maisons de plus de 160 000 \$ ont été vendues dans la région de St-Luc en 1995

ÉRIC TROTIER

■ Mark Mant ne demande pas la lune pour sa maison ; il propose à l'acheteur une Saturn.

Ce résident de Saint-Luc, au sud de Montréal, tente depuis quatre ans de vendre sa propriété située près d'un golf dans un quartier de prestige, le Village des légendes. « Trois agents d'immeubles ont travaillé pour nous. Ils ont annoncé dans les journaux, organisé des visites libres, offert un voyage à l'acheteur. En quatre ans, je n'ai eu qu'un visiteur sérieux », déplore-t-il.

La maison, d'une superficie de 2400 pieds carrés, n'est pourtant pas piquée des hannetons : quatre chambres à coucher, deux salles de bains, spa au centre d'une grande véranda, piscine extérieure, garage double, pavé uni, thermopompe...

Le tout pour... 220 000 \$.

Mark Mant et sa femme, Johanne Plitnikas, avaient acquis la résidence à la fin des années 1980. Parents de deux jeunes enfants, ils souhaitent désormais s'établir près de leur travail, à Brossard ou à l'Île-des-Sœurs.

Mais pour déménager, il faut d'abord vendre. « Il paraît qu'il ne s'est vendu que six maisons valant plus de 160 000 \$ dans la région de Saint-Luc en 1995 », soupire

M. Mant. Il y a deux semaines, M. Mant, qui est directeur général du concessionnaire Gravel Saturn Isuzu, de la Place Ville-Marie, à Montréal, en a eu marre d'attendre après les agents d'immeubles.

Il a planté une nouvelle pancarte devant sa maison. Celle-ci annonce la résidence avec, en prime pour l'acheteur, une Saturn SL 1996 flambant neuve. « C'est une excellente voiture, qui vaut 15 000 à 16 000 \$, déclare-t-il. Et l'acheteur pourra choisir lui-même la couleur. Enfin, tout est négociable... »

M. Mant explique que l'idée lui est venue quand il a évalué la commission de l'agent. « Les agents exigeaient sept p. cent de la vente, soit un peu plus de 15 000 \$. Je me suis dit qu'il serait préférable d'en faire cadeau à l'acheteur... »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'idée est originale. Jusqu'à maintenant, elle a attiré deux acheteurs potentiels chez les Mant-Plitnikas. C'est deux fois plus qu'en quatre ans avec les agents d'immeubles. « Ils semblaient intéressés, mais nous n'avons toujours pas eu d'offre... »

Loin d'être désespéré, M. Mant est prêt à attendre encore un peu. Et puis, si ça ne marche pas avec une Saturn, il peut toujours essayer avec une BMW...



PHOTO MAURICE THIBODEAU, collaboration spéciale

La 15 fermée pendant 5 heures

L'autoroute 15 sud à la hauteur de la route 132, sur la rive sud de Montréal, a été fermée durant cinq heures hier après-midi à la suite d'un accident survenu vers 12 h 30 entre un camion-remorque et une camionnette. Une perte de contrôle due à une chaussée extrêmement glissante serait à l'origine de l'accident qui n'a fait aucun blessé. Sous le choc, la charge du camion-remorque, qui transportait une cargaison de bois, s'est renversée sur la chaussée.

Une pédiatre reconnue coupable d'évasion fiscale

ÉRIC CLÉMENT

■ Une pédiatre de Mont-Royal, Monique St-Denis, a été condamnée jeudi par le juge Jean Salois, de la Cour du Québec, à payer une amende de 53 370,50 \$ ou, à défaut, à 18 mois de prison, après avoir été reconnue coupable d'évasion fiscale.

Monique St-Denis, domiciliée au 387 Greenoch, à Mont-Royal, a fait faillite en avril 1989. À la suite de sa faillite et jusqu'en 1992, elle n'a pas produit de déclarations de revenus. Or, de 1989 à 1992, elle a eu un revenu imposable de 490 935 \$ provenant, entre autres, d'une clinique pédiatrique qu'elle exploitait à Longueuil.

Compte tenu du revenu qu'elle a perçu au cours de ces quatre années, elle aurait dû payer un impôt fédéral total de 106 741 \$. Lorsque Revenu Canada a commencé d'enquêter sur son compte au début de l'année 1994, Monique St-Denis a produit les déclarations de revenus correspondant aux années 1989 à 1992.

Mais elle n'a pas acquitté les impôts qu'elle devait payer car elle affirmait ne pas avoir d'argent. Les enquêteurs fédé-

raux ont cependant démontré à la cour que Mme St-Denis a maintenu un train de vie élevé au cours de la période en cause.

Le juge Salois a imposé à Monique St-Denis une amende de 50 % de l'impôt fédéral éludé. Il a alloué au médecin une période de deux ans pour payer l'amende de 53 370,50 \$. Sinon, elle devra purger une peine d'un an et demi d'emprisonnement.

La sentence prononcée tient compte des montants en jeu, du fait que le stratagème utilisé par Mme St-Denis n'était pas complexe, du fait qu'elle a admis sa culpabilité et qu'elle devra payer des impôts, des pénalités et des intérêts importants en plus de l'amende.

Âgée de 38 ans, Mme St-Denis a déjà été condamnée le 17 mars dernier pour une infraction à la loi sur la faillite qui remontait à août 1993. Alors qu'elle n'avait pas été libérée de sa faillite, elle avait illégalement obtenu un financement de 30 624 \$ en usant de fausses représentations, notamment en omettant de déclarer qu'elle avait déjà fait faillite et en fournissant un numéro d'assurance sociale qui n'était pas le sien.

L'EXPRESS

DU MATIN

NOMINATION D'UN CONCILIATEUR

■ Dans l'espoir de rapprocher les parties, la ministre d'État à la Conciliation, de l'Emploi et responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles, Mme Louise Harel, a procédé vendredi à la nomination d'un conciliateur dans le conflit qui oppose la direction des ateliers de réparation AMF du Canadien National et ses salariés syndiqués de l'usine de Pointe-Saint-Charles. Il s'agit de Gilles Michaud, directeur général des relations du travail au ministère de l'Emploi. M. Michaud doit convoquer incessamment les parties en cause afin de leur fixer une rencontre visant à faciliter le rapprochement. Ce conflit de travail met en jeu 1300 emplois.

SALON DES MÉTIERS D'ART

■ La 40e édition du Salon des métiers d'art du Québec a ouvert ses portes à Montréal au cours du week-end à la Place Bonaventure. Plus de 300 artisans et créateurs convient gratuitement le public à cette grande expo-vente de pièces et d'objets de qualité jusqu'au 23 décembre. Véritable reflet de l'industrie culturelle du Québec, le Salon des métiers d'art est depuis 40 ans, un témoin de l'évolution du patrimoine québécois. Afin de souligner le 25e anniversaire de la mort de son fondateur, Jean-Marie Gauvreau, le Conseil des métiers d'art présentera une double exposition *Hommage à Jean-Marie Gauvreau et Allées des pionnières et des pionniers en métier d'art*.

LA PEUR DE SA VIE

■ Une automobiliste a eu la peur de sa vie hier matin à Montréal lorsque l'automobile qu'elle conduisait a fait une embardée, franchi le parapet du boulevard Métropolitain pour se retrouver renversé sur le toit plusieurs mètres plus bas. Par miracle, la conductrice n'a pas été blessée. Selon la SQ, un banc de neige le long du parapet aurait servi en quelque sorte de tremplin à l'automobile qui a été ainsi littéralement projeté par-dessus la rampe de protection.

OXFAM DÉPASSE SON OBJECTIF

■ Le marathon téléphonique d'OXFAM-Québec qui se tenait hier a permis de recueillir 91 554 \$, dépassant ainsi l'objectif fixé de 31 000 \$. Quelque 100 bénévoles et employés d'OXFAM-Québec ont sollicité la générosité des Québécois lors de cette campagne de financement annuelle de l'organisation. L'argent ainsi recueilli servira à financer les projets d'OXFAM-Québec dans plus de 20 pays en développement.

SAISIE DE CHAMPIGNONS MAGIQUES

■ Une perquisition effectuée vendredi par des policiers de la Sûreté du Québec dans une résidence de la rue Immaculée-Conception, à Saint-Ours, a mené à la découverte de plus de 10 kg de psilocybine (champignons magiques), ainsi que de divers articles servant à la culture. La drogue saisie est évaluée à environ 160 000 \$. Lors de la perquisition des policiers, personne ne se trouvait sur les lieux, mais l'arrestation d'un suspect dans cette affaire ne saurait tarder. De plus, une autre descente effectuée rue Camrobert, à l'Ange-Gardien, a permis aux enquêteurs de la section du crime organisé de la SQ de mettre la main sur 38 kilos de cannabis évalués à près de 570 000 \$. Un homme de 34 ans ainsi qu'une femme de 30 ans ont été arrêtés.

DÉCHETS DANGEREUX

■ Le nouveau président de la Régie intermunicipale des déchets, Georges Bossé, également maire de Verdun, souhaite que les municipalités de l'île de Montréal s'unissent afin de permettre aux citoyens de se débarrasser de leurs déchets domestiques dangereux tous les jours de l'année. « Il est prouvé que ce sont les déchets domestiques dangereux qui polluent le plus notre environnement, a expliqué hier M. Bossé. Or, la plupart des villes n'offrent que quelques jours par année pour que leurs citoyens jettent ces produits... »

POURSUITE

■ Un homme de 23 ans a été arrêté dans la nuit de vendredi à samedi au volant d'une automobile volée au terme d'une poursuite qui s'est déroulée dans les rues de Montréal. Le suspect, qui conduisait une camionnette, avait été pris en chasse par deux policiers de la CUM à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Saint-Dominique. Le véhicule du fuyard est entré en collision avec quatre automobiles en stationnement. Finalement, les agents ont réussi à le coincer à l'intersection des rues Mont-Royal et Laval lorsqu'un véhicule de police l'a heurté par l'arrière.

ATTERRISSAGE D'URGENCE

■ Un avion Airbus de la compagnie Air Canada transportant 75 passagers a dû faire un atterrissage d'urgence vendredi soir à Saint-Jean de Terre-Neuve à la suite d'une alerte à la bombe, a-t-on appris samedi de source officielle. L'avion, en provenance de Halifax et assurant la liaison Toronto-Londres, s'est posé sans problèmes à l'aéroport de Saint-Jean, où un important dispositif de sécurité avait été mis en place. La police a évacué rapidement les passagers de l'appareil, un Airbus A-320. Personne n'a été blessé. Les policiers ont fouillé l'Airbus et y ont découvert un colis suspect. Son contenu n'a toutefois pas été révélé.

Le conflit à la Bridgestone-Firestone : on se bat contre « les exigences japonaises d'un travail de fourmi »

La masse salariale en cause étant de 40 millions par année, c'est tout le commerce de Joliette qui pâtit

ÉRIC CLÉMENT
JOLIETTE

Les 734 employés syndiqués de l'usine de pneus Bridgestone-Firestone de Joliette, en grève depuis 15 semaines, croient que ce conflit de travail a au moins un enjeu : ne pas céder aux exigences « japonaises » d'un travail de fourmi.

Les travailleurs rencontrés, hier par *La Presse*, considèrent qu'ils ne sont pas respectés par leur direction, que leur travail est épuisant et répétitif. « Au Japon, les employés de Bridgestone ne font jamais 12 heures de

suite alors qu'ici, oui », dit Clément Lapalme, un représentant syndical.

Les récriminations des travailleurs sont nombreuses. « Si ton enfant est malade et que ta femme travaille, tu ne peux pas prendre de journée pour l'emmener à l'hôpital », affirme l'assembleur Jacques Comtois.

« Il n'est pas acceptable qu'un employé soit congédié après huit absences non justifiées quand on sait que la direction considère un retard de deux heures comme une absence », dit Henri Paul Goyer, conseiller syndical de la CSN, affecté au conflit.

« Un jour, la femme d'un employé a accouché d'un enfant mort-né. Son mari n'a pu prendre de congé de naissance pour la reconforter car la direction a estimé qu'il n'y avait pas eu de naissance. Quand un employé s'est blessé en recevant 30 livres de caoutchouc sur la tête, la direction a contesté l'accident. Voilà l'attitude de la direction. Seule la productivité compte. »

En entrevue au téléphone, le directeur de l'usine, Alain Déry, affirme que toutes ces descriptions sont erronées. « Ce sont des perceptions, dit-il. Grâce à la technologie, le travail des employés est moins physique qu'avant. » Il reconnaît toutefois que ses employés sont très qualifiés et travaillent bien.

Mais selon lui, les demandes syndicales placent l'usine dans une situation où elle ne sera plus compétitive. « Cela représente 15 millions en plus par année, en tenant compte des coûts indirects et des pertes de production à cause de l'absentéisme. »

Pour M. Déry, les centaines de millions de bénéfice net de Bridgestone Corporation ne doivent pas entrer en ligne de compte. « 1994 a été la première année depuis 1988 où Bridgestone-Firestone a enregistré des profits, dit-il. On a perdu des centaines de millions et la dette cumulée est de plusieurs milliards. »

Conséquences

Depuis jeudi, les grévistes reçoivent un appui syndical de 220 \$ par semaine au lieu de 150 \$ précédemment. « Les cadeaux de Noël ne seront pas forts cette année », lance Jacques Comtois.

Au centre commercial des Galeries Joliette, la majorité des commerçants font grise mine. Il faut dire que la masse salariale des employés de Bridgestone-Firestone est



PHOTOS BERNARD BRAULT, La Presse

« Au Japon, les employés de Bridgestone ne font jamais 12 heures de suite alors qu'ici, oui », dit Clément Lapalme, un représentant syndical (à gauche). « Si ton enfant est malade et que ta femme travaille, tu ne peux pas prendre de journée pour l'emmener à l'hôpital », renchérit son collègue Jacques Comtois, assembleur (à droite).

de 40 millions. Un concessionnaire GM et une radio locale ont récemment fermé leurs portes, alors personne ne souhaite un destin semblable à l'usine de pneus.

« J'espère que la grève va se régler au plus vite car ça nuit à tous les commerces, explique Ginette Plouffe, du magasin Panda. Les pertes pour la région sont considérables. »

Sylvie Poulin, employée du restaurant Tiki-Ming, note que son commerce a enregistré une baisse de fréquentation depuis août. Même chose chez Muffin Plus : « Beaucoup d'employés

viennent manger ici et il y a moins de monde », dit le gérant José Caruna. Au restaurant La Chanterelle, le propriétaire, Emmanuel Roussakis, assure que son chiffre d'affaires a baissé de 15 à 25 pour cent.

« Avec 150 \$ par semaine, les gars peuvent pas aller bien loin », dit Francine Fiset, du magasin de vêtements Réflexe. « Des grévistes ont revendu leur auto », ajoute sa collègue Carole Rousseau. Cette dernière estime que les syndiqués n'ont pas la sympathie du public « à cause de la précarité de l'emploi ».

Ce n'est pas l'avis de Christine Marion, dont les deux oncles

travaillent à l'usine de pneus. « Il faut les comprendre, dit-elle. Ils négocient pour des principes. La mentalité japonaise n'est pas la nôtre. On n'en veut pas de leurs conditions de travail. Mais le monde est individualiste aujourd'hui. »

Yves Gardner, un courtier immobilier, croit qu'il y a de la mauvaise volonté des deux côtés : « La CSN est trop combative et du côté patronal, on veut imposer la façon japonaise de travailler, dit-il. J'ai vu du vandalisme être commis contre la maison d'un contremaître. Comme dans les années 70. Il y a d'autres façons de se parler. »



Ce pauvre clown n'y peut rien : la majorité des commerçants du centre commercial des Galeries Joliette font grise mine. Et pour cause. Comme le rappelle un travailleur de la Bridgestone-Firestone, avec une allocation de grève de 220 \$ par semaine (au lieu de 150 \$ précédemment), « les cadeaux de Noël ne seront pas forts cette année » !

En plus de fermer, les bibliothèques qui restent sont laissées sans protection

RAYMOND GERVAIS

Les enfants du quartier Notre-Dame-de-Grâce sont venus dire adieu hier après-midi à la bibliothèque Benny qui doit fermer ses portes prochainement.

Les jeunes désiraient ainsi manifester leur attachement à la bi-

bliothèque située à l'intersection des rues Benny et Sherbrooke qui, durant plusieurs années, a pu répondre aux attentes des petits et des étudiants. Près de la moitié de la collection de cette bibliothèque était consacrée aux enfants.

Par ailleurs, la conseillère du Mile End, Mme Helen Fotopulos (RCM), s'est insurgée hier contre la décision de l'administration Bourque de couper les budgets de sécurité dans les bibliothèques qui demeurent ouvertes.

Selon elle, ni le public, ni les précieuses collections des bibliothèques et des maisons de la culture ne peuvent se permettre de fonctionner sans un système de sécurité adéquat.

Mme Fotopulos a souligné qu'il était impensable de laisser les collections uniques de la bibliothèque centrale sans surveillance.

« Malheureusement depuis quelques années, les bibliothèques n'ont pas échappé à la vague de vandalisme qui frappe Montréal. Qu'advient-il après le départ des agents de sécurité ? »

Le budget annuel de la Ville consacré à la protection des bibliothèques était de 481 400 \$. La conseillère du Mile End s'interroge sur les priorités du maire Bourque qui débloque des fonds pour le Jardin botanique, le Biodôme et l'Insectarium au détriment des bibliothèques et des maisons de la culture.

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Le Mini	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-08
768052	LOTS
68052	50 000 \$
8052	5 000 \$
052	250 \$
52	25 \$
5	5 \$
76805	1 000 \$
7680	100 \$
768	10 \$

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
6/49	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-09
485854	LOTS
85854	250 000 \$
5854	2 500 \$
854	250 \$
85	25 \$
54	10 \$

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Quadrant	
NUMÉROS	Tirages du 95-12-02 au 95-12-08
3	4
152	1942
929	7939
123	9684
849	4928
345	5883
527	8710
672	2224

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Panco	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-08
9	11
13	18
23	23
26	31
35	36
37	37
40	45
46	50
56	56
58	63
66	67
69	69

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Super 7	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-08
8	11
18	24
29	35
47	47

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Extra	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-08
164305	LOT
64305	100 000 \$
4305	1 000 \$
305	250 \$
05	50 \$
5	10 \$
	2 \$

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
6/49	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-09
8	14
15	21
48	49
Numéro complémentaire: 34	

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Panco	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-09
122804	LOTS
22804	100 000 \$
2804	1 000 \$
804	250 \$
04	50 \$
4	10 \$
	2 \$

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Super 7	
NUMÉROS	Tirage du 95-12-09
7	17
21	24
28	33
Numéro complémentaire: 25	

RÉSULTATS	
Loto-Québec	
Extra	
NUMÉROS	Tirage du vendredi
164305	LOTS
64305	100 000 \$
4305	1 000 \$
305	250 \$
05	50 \$
5	10 \$
	2 \$

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Ce soir, ça va Tremblay!



VIVEMENT DIMANCHE!
CE SOIR 20h

Ce soir, Michel Coulombe vous propose de savourer l'immense et vaste talent de Michel Tremblay. D'abord, *Marcel poursuivi par les chiens*, une pièce de notre célèbre dramaturge. Avec David La Haye et Markita Boies. Danièle Bombardier reçoit ensuite André Brassard. Enfin, *Françoise Durocher, waitress*. Dans ce film de Brassard et Tremblay, découvrez 24 femmes en une.

Radio Québec

OUVREZ, VOUS VERREZ.

Hans Marotte ne croit plus à la souveraineté mais demeure épris de justice sociale

PAÛL ROY

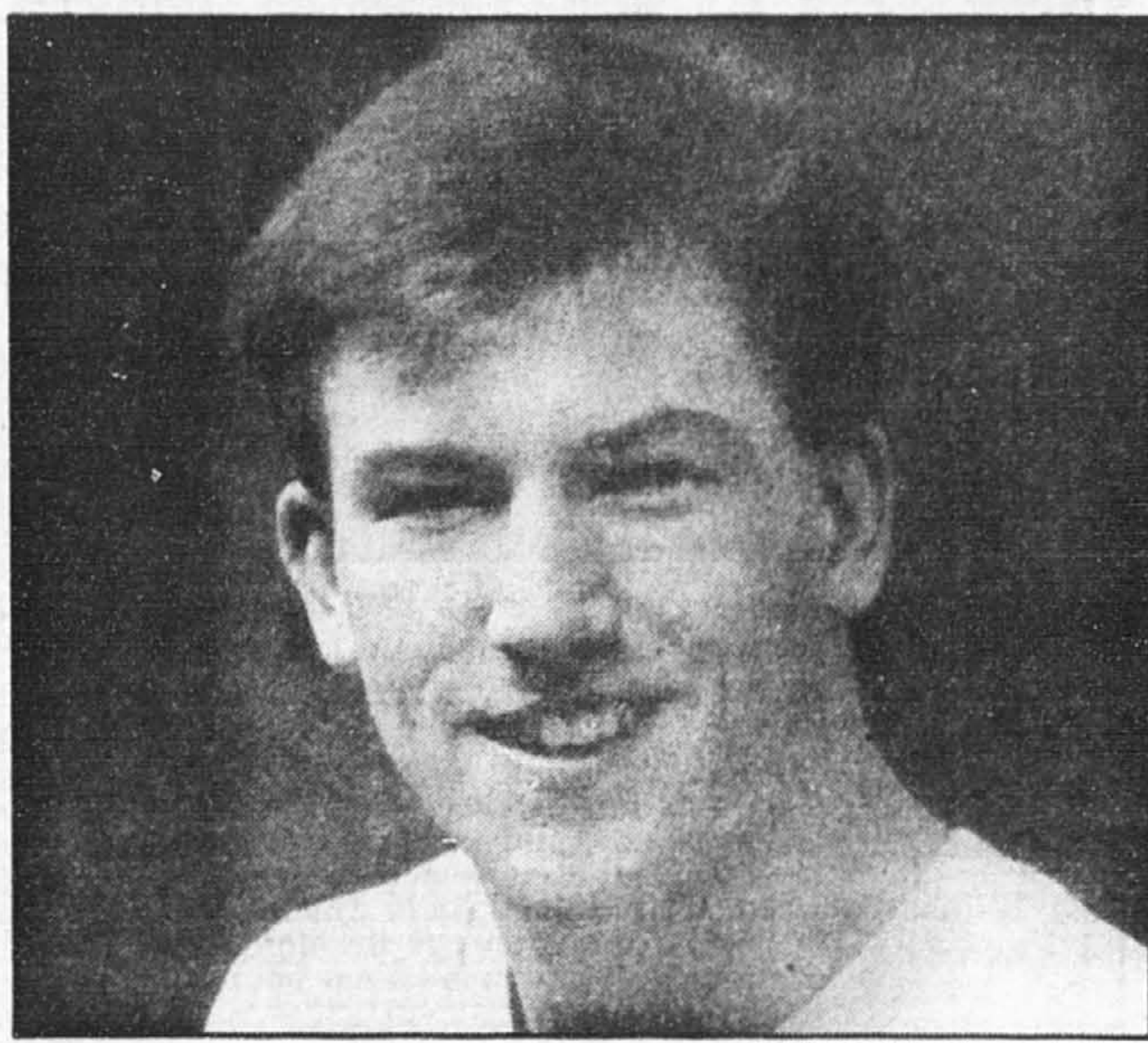
Il n'avait manqué qu'un seul vote à messieurs Parizeau et Bouchard, le 30 octobre dernier, ça aurait été celui d'un authentique *pea soup*, d'un garçon qui a déjà poussé la ferveur souverainiste jusqu'à afficher ses convictions au haut de la croix du mont Royal.

Oui, Hans Marotte a annulé son vote.

« Pour moi, l'indépendance c'est un outil de développement social, explique-t-il. Que le drapeau du Québec flotte à l'ONU, je m'en fous ! »

Or, d'outil, Hans Marotte n'en voyait pas dans le projet qui était soumis aux Québécois. « Je ne voyais que des gens qui coupent dans les hôpitaux, à l'aide sociale, et qui s'approprient à couper dans l'aide juridique. Et puis, pour ce monde-là, c'est toujours la faute à Ottawa : t'as mal à la tête, c'est la faute à Ottawa... »

Quand il fixe l'horizon souverainiste, Hans Marotte ne voit rien surgir.



Hans Marotte : « J'ai fait un pacte d'intégrité. »

« Ils viendront frapper à ma porte quand ils auront un projet », dit-il.

D'ici là, il a de quoi s'occuper. Étudiant au barreau, il milite activement au Mouvement action chômage de Montréal en plus d'élever, en garde partagée, Fauve et Félix, âgés de cinq et quatre ans.

Et l'ex-boxeur — il fut membre de l'équipe de boxe junior du Canada — continue de s'entraîner pour garder la forme. « Le printemps dernier, je suis monté à 260 livres. Là, je suis redescendu à 205 livres et je veux y rester. » Il fait six pieds et deux pouces.

C'est à l'été de 1988, à 20 ans, que Hans Marotte avait connu son « heure de gloire » : 86 accusations de complot et de méfait pour avoir badigeonné les vitrines de commerces affichant en anglais et avoir accroché une banderole avec l'inscription « Loi 101 » sur la croix du mont Royal.

Défendu par Me Robert Lemieux, l'avocat des felquistes

d'octobre 1970, il avait été condamné, en septembre 1990, à 120 heures de travaux communautaires.

S'il ne croit plus à l'indépendance, Hans Marotte continue de croire en un idéal de justice sociale.

Pour combien de temps ?

« Je sais que des contestataires d'autrefois se promènent aujourd'hui en BMW, répond-il. Et je ne dis pas que je n'évoluerai pas, mais j'ai fait un pacte d'intégrité avec des amis : le jour où je déroge à mes principes de justice et d'égalité, ils me bottent le cul ! »

La BMW, on n'en est pas là. Hans et sa blonde, Laura D'Urbano, elle aussi étudiante au barreau, n'ont pas d'auto. Ils vivent dans un logis modeste du quartier Hochelaga-Maisonneuve décoré de dessins d'enfants et de posters de Che Guevara et Nelson Mandela. Un logis sans style et sans télé.

Mais des dettes, beaucoup de dettes. Et une chaîne stéréo, « ça je ne m'en passerais pas ».

— Pour écouter quoi ?
— Les disques sont là...
Brel, les Colocs, Metallica, Aerosmith...

— Les B.B. ?!
— (Il rit) Celui-là, c'est aux enfants.

Hans Marotte est revenu dans l'actualité cette semaine en dénonçant, au nom du Mouvement action chômage, la réforme fédérale de l'assurance-chômage du ministre Lloyd Axworthy.

« La réalité des sans-travail, je la vois, dit-il. Comme bénévole, à Action chômage, je fais des représentations au conseil arbitral de la commission de l'assurance-chômage : la mère de trois enfants qui n'a pas reçu son chèque, je la connais. »

Et le déficit, et la dette ? « Le problème en est un de redistribution, répond-il. Quand Bell a annoncé qu'elle allait couper 10 000 postes en trois ans, en mars dernier, c'était de son aveu même pour réinventer la compagnie et doubler les bénéfices ! Du cash, toujours plus de cash ! Pendant ce temps-là, les gouvernements ménagent les entreprises parce que, prétendent-ils, elles créent de la job ! »

Hans Marotte est un fils de médecin. Mais un médecin locataire « qui roule en Monte Carlo 1981 qui prend l'eau ». « Mon père est un homme très généreux, explique-t-il. Dans la famille, on n'est pas attachés à l'argent, dans la mesure où on est capable de nourrir tout notre monde. »

Durant sa période plus « turbulente », Hans s'est toujours senti appuyé par sa famille. « Mes parents me disaient : On t'appuie dans la mesure où il n'y a pas de violence. »

Sa blonde, Laura, d'origine argentine, est elle aussi fille de médecin. « Nos histoires se ressemblent », admet-elle.

Si tout va bien, les deux seront reçus avocats au printemps. Ils veulent « être utiles » mais n'ont pas de projets de carrière définis.

Des confrères d'Hans l'ont mis en garde contre les « impacts négatifs » de son implication avec Action chômage. « On m'a dit que je serais catalogué, que les grandes études d'avocats ne seraient pas intéressées à m'embaucher... J'ai répondu que ça tombait bien, moi non plus ! »

Et si on lui offrait le pouvoir, qu'en ferait-il ?

Il paraît embêté : « Je ne sais pas si j'en voudrais... Quand t'arrives premier ministre, le pouvoir, c'est plus toi qui l'as. »

Alors quoi ?

« Je veux faire ma petite part, utiliser ce que j'ai reçu — une formation, un minimum d'intelligence et de conscience — et donner des petits coups ici et là, brasser, shaker le pouvoir. »

Louise Harel nomme un médiateur à Radio-Québec

La ministre de l'Emploi, Louise Harel, a désigné le médiateur Yvan Saint-Onge pour agir dans le dossier de Radio-Québec, plus particulièrement dans le litige qui oppose la société d'État à son syndicat de techniciens.

Le Syndicat des employés de radiotélédiffusion, affilié à la CEQ, compte 187 membres, dont une centaine sont menacés d'être licenciés comme le projette la direction de l'entreprise, qui voit sa subvention de Québec passer de 70 millions à 53,5 millions.

Contrairement au Syndicat général des employés de Radio-Québec (CSN), qui représente 255 travailleurs, le Syndicat CEQ refuse toujours de considérer le protocole des licenciements par la société d'État.

NATHALIE PETROWSKI



Mauvais karma

Il y avait de la musique, des chœurs et sous le vieux-éclorcher de l'université des ballons blancs ont été lâchés comme des colombes dans la nuit noire au son du grand carillon.

Il y avait des larmes amères, des voix étranglées par l'émotion et des mots qui sortaient de travers.

Jeudi soir à l'UQAM, l'adieu à Sylvie Samson, cette secrétaire des sciences religieuses assassinée brutalement en rentrant chez elle à Pointe-aux-Trembles, fut émouvant et solennel.

Un adieu angélique, quasi-liturgique et en parfaite contradiction avec le fleuron laïque de la Révolution tranquille qu'est l'UQAM.

En contradiction aussi avec la « guerre de religions » qui déchire le département des sciences religieuses où Sylvie Samson travaillait depuis vingt ans.

Je me suis intéressée à cette histoire pour ses contradictions mais aussi parce que la police fait enquête à l'UQAM, histoire de vérifier s'il n'y a pas un lien entre les conflits au département et la mort de Sylvie Samson. La dernière rumeur des couloirs veut maintenant que Sylvie ait peut-être été victime de la folie d'un étudiant.

Jeudi soir, pendant la cérémonie des adieux, un enquêteur se tenait à l'écart, son regard scrutant les visages et les discours dans l'espoir d'y découvrir un indice.

Si jamais un lien existe, il est pour ce que j'en sais essentiellement karmique.

La mort de Sylvie Samson n'est qu'une manifestation de plus du mauvais karma qui plane sur le minuscule département depuis trop longtemps.

Avec sa douzaine de profs pour une trentaine d'étudiants, soit 2,5 étudiants pour chaque prof (en temps de compressions faut le faire !) le département dit de « religiole », un terme tout droit sorti d'une messe à gogo, est un monde en miniature : un monde où une secte disent certains, maintenue artificiellement en vie par une haute direction universitaire peuplée de curés défrôqués qui ne veulent pas abandonner leur dernier presbytère.

Les étudiants souvent parachutés des Sciences de l'enseignement, y sont formés pour propager la parole laïque au primaire et au secondaire. Plus souvent qu'autrement, ils se retrouvent dans des écoles confessionnelles, coincés entre le petit Jésus et la Sainte Vierge.

À ce décalage s'ajoute la rivalité féroce de la faculté de théologie de l'Université de Montréal et de ses 800 étudiants.

À côté de la faculté, le département de l'UQAM est une Ile-du-Prince-Édouard qui ne fait pas le poids, sauf pour l'octroi de bourses aux étudiants ou ces derniers ont droit à leur part égale du gâteau.

Au fil des ans, pour gonfler une clientèle anémique, le département de religiole a ouvert grandes ses portes devant une sorte de salle des pas perdus. On y accepte tout le monde et son frère, paumés comme ex-raéliens et adventistes en mal de désintoxication spirituelle.

En mars 1995, le département a été mis en tutelle lorsqu'un directeur a refusé de cautionner une caisse noire créée à même les frais de photocopies des étudiants. Les montants étaient minimes — environ \$5000 — mais minimes ou pas, ils levaient le voile sur une pratique répandue bien que contraire aux règlements et qui depuis sa révélation dans les journaux, aurait cessé.

Que l'argent de poche d'étudiants fauchés soit déposé dans un compte secret n'est pas très glorieux. Que cet argent serve à payer le café ou les notes de resto de profs qui gagnent 80 000 \$ par année, est carrément gênant.

Qu'est-ce que Sylvie Samson a à voir dans tout cela ? Probablement rien. Elle devait être au courant comme tout le monde. Elle s'en foutait peut-être éperdument. Peu importe.

Sa mort brutale n'est qu'une manifestation de plus du mauvais karma d'un département qui ressemble de plus en plus à une église. Une église à l'éthique défaillante, abandonnée par Dieu mais encore protégée par ses enfants de chœur.

VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION

VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION • VENTE DE LIQUIDATION

LIQUIDATION DU MANUFACTURIER

VÊTEMENTS DE SKI ET DE GOLF



VÊTEMENTS DE SKI



KITZBÜHEL

VÊTEMENTS DE SNOWBOARD



INVITATION AU GRAND PUBLIC

POUR PLUS DE **4 000 000 \$** À ÉCOULER

DE VÊTEMENTS DE GOLF, DE SKI ET DE SNOWBOARD

- ENSEMBLES DE SKI, MANTEAUX, PANTALONS, POLARS ET ACCESSOIRES.
- ENSEMBLES DE SNOWBOARD, MANTEAUX, PANTALONS ET ACCESSOIRES.
- VÊTEMENTS DE GOLF, POLOS, TRICOTS, COUPE-VENT, BERMUDAS, PANTALONS ET ACCESSOIRES.

VÊTEMENTS: HOMMES, FEMMES ET JUNIORS

DE **40 À 70 %**

DE RABAIS

UN SEUL ENDROIT: 1151, AUTOROUTE 13 À LAVAL

OUVERTURE
MARDI 12 DÉCEMBRE
HEURES D'OUVERTURE
LUNDI AU VENDREDI, 10 h À 20 h
SAMEDI, 9 h À 17 h
DIMANCHE, MIDI À 17 h

MTL	AUTOROUTE 13		LAVAL
	BOUL. SAMSON	Joff	BOUL. ST-MARTIN
			AUTOROUTE 440

SORTIE 12 BOUL. SAMSON, SUR LA VOIE DE SERVICE DE L'AUTOROUTE 13, CÔTÉ EST.

LIQUIDATION DU MANUFACTURIER



Le 10 décembre 1940, Montréal élisait Adhémar Raynault



Une page D'HISTOIRE AVEC PIERRE VENNAT

Le mardi 10 décembre 1940, *La Presse* se titrait en manchette: « M. Raynault de nouveau maire de Montréal ».

Adhémar Raynault, qui en 1936 s'était fait élire maire de Montréal une première fois sous le slogan de « Montréal veut un RAYNAULT-vateur » reprenait le pouvoir à l'hôtel de ville.

Adhémar Raynault a toujours dit qu'il s'était fait élire pour redonner à Montréal son autonomie.

« Nous ne voulons pas de muraille de Chine entre Montréal et Québec », expliquait celui qui fut maire une première fois de 1936 à 1938, succédant à un Camilien Houde bien plus connu que lui et qui avait démissionné avec fracas quelques mois plus tôt. Et il fut maire une deuxième fois de 1940 à 1944, profitant du fait que son vieil adversaire était emprisonné pour avoir osé dénoncer la politique militariste du gouvernement fédéral en pleine guerre. Vingt ans plus tard, alors que la majorité des gens sont à la retraite, Adhémar Raynault avait essayé de se faire élire une troisième fois, tentant de se faufiler, sans succès, entre le maire sortant, Sarto Fournier et la nouvelle vedette montante, Jean Drapeau.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'il fut élu pour la première fois, Adhémar Raynault avait déclaré: « Nous voulons donner à Montréal ce qui appartient à Montréal et à Québec, ce qui appartient à Québec. Nous voulons que l'on remette à la métropole les revenus qu'on n'aurait jamais dû lui enlever ».

Chose rare pour l'époque, Adhémar Raynault s'était fait élire en rendant public un manifeste que *La Presse* avait publié le 18 novembre 1936. Il comptait 16 points:

- 1 — Autonomie de Montréal.
- 2 — Suppression de la taxe de vente.
- 3 — Rajustement de la taxation; réforme du mode d'évaluation foncière.
- 4 — Modification du service des comptes de taxes.
- 5 — Nomination d'un conseiller du Trésor et d'un chef comptable dont les attributions seront déterminées de façon précise.



Toujours élégant, rose à la boutonnière, complet blanc immaculé, le maire Adhémar Raynault devait, en 1944, accueillir dans son hôtel de ville le héros de la Résistance française, le général Charles de Gaulle.



Lors des élections de 1940, Adhémar Raynault faisait face au journaliste Léon Trépanier, un vieil adversaire.

Lors des élections de 1940, Adhémar Raynault faisait face au journaliste Léon Trépanier, un autre vieil adversaire, dont il avait cru se débarrasser en le nommant président de la Commission du troisième centenaire de Montréal, poste qu'il devait abandonner pour faire face à Raynault.

Adhémar Raynault fut élu avec 16 643 voix mais avec une très faible majorité, Léon Trépanier obtenant 15 636 voix. Ce dernier aurait probablement été élu, n'eût été la présence de deux autres candidats portant les noms de Raoul et Léonard Trépanier. Ces deux autres candidats obtinrent à eux seuls plus de 15 000 voix.

En 1940, Raynault revient à la charge avec ses idées et d'ailleurs, au lendemain de son élection, il déclare sur les ondes de CKAC, alors propriété de notre journal, ce que *La Presse* du 10 décembre reprend: « Je ne me suis battu contre personne, mais pour une cause, et cette cause a triomphé. On a voté, non contre un parti ou pour vaincre quiconque en particulier, mais bien pour la cause que je défendais ».

Ces idées, Adhémar Raynault les avait expliquées dans *La Presse* du 6 décembre en affirmant, notamment, qu'il ne voulait pas gagner sa vie avec la politique et qu'il se présentait pour « servir et non se servir ».

Affirmant se présenter pour travailler à l'amélioration de la situation générale

de la métropole, Adhémar Raynault avait expliqué que dans une ville où il existe l'abondance, on ne peut laisser souffrir les gens. « Je veux obtenir pour Montréal du travail et une activité industrielle encore plus grande. Je ne promets pas d'augmenter les allocations de chômage. Vivre sous le secours direct n'est pas un avenir. Le chômeur mérite autre chose que des allocations de chômage: il veut travailler et demande aux dirigeants de lui fournir du travail. C'est à quoi je travaillerai, en collaborant étroitement avec les gouvernements, quelle que soit la couleur politique du parti au pouvoir ».

Lors d'une assemblée électorale, Adhémar Raynault avait souligné qu'en tant que maire, il aurait besoin de collaborateurs pour mener à bien son programme. « Des problèmes aigus devront être résolus le plus tôt et parmi ceux-là, celui du chômage. Il faut en finir une fois pour de bon avec cette question. Vivre dans une telle atmosphère devient ennuyeux. Il importe de soulager la misère, d'intensifier le commerce et l'industrie. Montréal ne peut plus demeurer dans une situation telle que celle d'aujourd'hui. Le paupérisme n'a pas sa place chez nous. On ne peut permettre que des gens aient faim. On peut les nourrir et les vêtir. Ce sont des problèmes, je le répète, qui devront être réglés sans retard et pour y arriver, il faudra au maire des collaborateurs ».

Le 11 décembre 1944, Adhémar Raynault était défait par son vieil adversaire Camilien Houde, qui, pour sa part, se voyait élire maire de Montréal pour la cinquième fois. Cette élection avait été fort dure et l'archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau, avait dû intervenir publiquement en sa faveur, ce qui était pour le moins inusité et avait eu l'effet d'un coup de théâtre.

L'archevêque de Montréal, dans une lettre rédigée le 10 décembre, à la toute veille du scrutin et trop tard pour y changer vraiment quelque chose, déclarait néanmoins:

« Nous aurons notre élection municipale demain. Jusqu'à ces derniers jours, les candidats s'étaient abstenus de toute personnalité dans leurs discours. Et voilà qu'à la veille du vote, on recourt à la vieille tactique d'accuser un homme public, connu de tous comme parfaitement honorable et fidèle chrétien, d'être de la franc-maçonnerie ».

« Je regrette profondément cette manière de traiter un homme public à l'occasion d'une élection ».

COMPTES IMPAYÉS ?

Droit civil et recouvrement de créances

« Nos clients ne paient d'honoraires que sur obtention du résultat. »



GRÉGOIRE PERRON & ASSOCIÉS

84, rue Notre-Dame Ouest, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 1S6

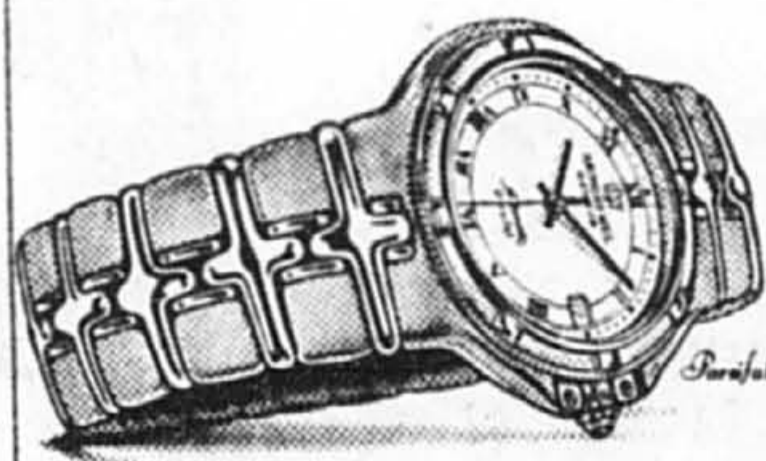
téléphone: 1 800 661-6441
téléphone: 1 514 285-6441
télécopie: 1 514 285-8589

Même le dimanche, une prière ne suffit pas pour casser une grippe.



Rien ne sert de souffrir, il faut agir à temps.

Cassez votre grippe dès les premiers symptômes.



RAYMOND WEIL
GENEVE

EVEREST

CHERBAKA
Joaillier, Bijoutier depuis 1950
FABRICANT DE LA PRESTIGIEUSE BAGUE DE LA COUPE STANLEY 1993
ET DE LA CANNE À POMMEAU D'OR
8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec) H2M 1R9
Tel. (514) 388-5358 Fax (514) 388-2562

Fait n°21 sur la SP

La sclérose en plaques peut entraîner des pertes d'équilibre, des difficultés d'élocution, une fatigue extrême et des troubles visuels.

Société canadienne de la Sclérose en Plaques
1-800-268-7582

BENIX & CO.

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

GRANDE OUVERTURE SOLDE D'ENTREPÔT!

VAISSELLE • USTENSILES DE CUISSON • COUTELLERIE • ARGENTERIE • VERRERIE • CRISTAL ET BEAUCOUP PLUS ENCORE!

Si vous aimez les articles ménagers, vous vous sentirez comme un enfant dans un magasin de bonbons quand vous entrerez chez Benix & Co. Nous avons plus de 10 000 pi car. de tout ce dont vous pourriez rêver comme articles ménagers de qualité. Quand vous aurez vu Benix & Co., vous vous demanderez comment vous avez pu magasiner ailleurs!

RABAIS SPÉCIAUX D'OUVERTURE À 10 H

Chopes en terre cuite Prix cour. 0 \$	Ensemble de 4 verres à pied Prix cour. 20 \$	Bouilloire en acier Prix cour. 30 \$	Service à punch 27 pièces en verre Prix cour. 40 \$	Service à café plié en argent Prix cour. 90 \$
--	---	---	--	---

OUVERT AUJOURD'HUI DIMANCHE 10 h - 17 h

PAS DE TAXE SUR TOUS LES USTENSILES DE CUISSON DE PLUS DE 100 \$

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 70%

CRÉE EN ITALIE
BATTERIE 10 PIÈCES CUISINES INTERNATIONALES MILANO
EN ACIER INOX 18 / 10, FOND TRIPLE COUCHE
Prix cour. 499,99 \$

\$249⁹⁹

COUTELLERIE EN ACIER INOX Lourd 44 PIÈCES (SERVICE POUR 8)
Prix cour. 129,99 \$

\$57⁸⁸

ARTICLES DE PÂTISSERIE
Prix cour. jusqu'à 19,99 \$

\$5⁹⁹

30 PIÈCES SERVICE DE VAISSELLE COMPLET POUR 4
Prix cour. 40,99 \$

\$9⁹⁹

SERVICE 47 PIÈCES EN FINE PORCELAINE SERVICE COMPLET POUR 8
Prix cour. 129,99 \$

\$39⁹⁹

TASSES À CAFÉ GÉANTES ET SOUCOUPES PEINTES À LA MAIN, MODÈLES VARIÉS
Prix cour. 1,49 \$

\$6⁹⁹

LES PLUS BAS PRIX GARANTIS SUR DES ARTICLES DE QUALITÉ

BENIX & CO.

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ, TANT QU'IL Y EN AURA. Rabais spéciaux d'ouverture: limite de 1 par client. NE PEUT ÊTRE COMBINÉ À AUCUNE AUTRE OFFRE.

5220, BOUL. MÉTROPOLITAIN EST
angle sud-est du boul. Métropolitain et du boul. Lacordaire
LUNDI-VENDREDI 10h-21h
SAMEDI 9h-17h
DIMANCHE 10h-17h

7335, BOUL. DÉCARIE
angle Jean-Talon, face à la station Naimur
LUNDI-VENDREDI 10h-21h
SAMEDI 9h-17h
DIMANCHE 10h-17h

Célébration 96

RÉSULTATS LOTO-QUÉBEC

PRÉ-TIRAGE DU 9 DÉCEMBRE 1995

1 lot de **50 000 \$**
(numéro non-décomposable)
313A494

10 lots de **5 000 \$** (numéros non-décomposables)

280A181	807A010	582B603	871B834
527A698	838A705	643B510	568C974
592A346	260B375		

GRAND TIRAGE LE DIMANCHE 7 JANVIER 1996

Les modalités des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Kama Sûtra

L'intérieur de la Grand Am 1996 a été entièrement redessiné. Plus ergonomique et surtout, plus confortable, il permet d'être dans la meilleure position... de conduite.



GRAND AM PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE

LE RÈGNE D'ADHÉMAR RAYNAULT

Un rêveur qui a dû se contenter de gérer au jour le jour

PIERRE VENNAT

Selon le journaliste Claude-V. Marsolais, qui à l'occasion du 350^e anniversaire de Montréal avait rédigé pour *La Presse* un portrait de chacun des maires de Montréal, Adhémar Raynault aurait bien voulu laisser aux Montréalais de grandes oeuvres, par exemple la construction d'un métro. Mais il fut toujours élu à des moments où la situation financière de la ville était en crise ou dans une période où tout l'effort était concentré sur la guerre. Il dut donc se contenter de redresser l'administration financière de Montréal en attendant des jours meilleurs qui ne viendront que pour ses successeurs.

Et la situation était prévisible. Comme l'écrivait *La Presse* du 16 décembre 1936, au lendemain de sa première élection à la tête de la métropole, « fait notable, c'est que tous les échevins reconnus comme favorables à M. Houde ont été réélus, ce qui laisse prévoir que M. Raynault éprouvera, s'il devait le tenter, quelque difficulté à désigner une administration tout à fait de sa couleur. De véritables partisans de M. Raynault, au Conseil, on n'en voit actuellement qu'une dizaine, douze peut-être, soit le nombre des échevins fidèles à M. Houde ».

Dans l'ombre de Houde
Selon une chronique publiée par Claude-V. Marsolais dans *La Presse* du 20 septembre 1992, c'est la présidence de la Ligue des propriétaires de l'Est, organisation mise sur pied en 1932 pour venir en aide aux propriétaires et aux locataires aux prises avec la crise, qui fut le tremplin politique d'Adhémar Raynault sur la scène municipale.

C'est aux élections municipales du 16 avril 1934, qu'on le pressa de se présenter à titre d'échevin dans le quartier Préfontaine où il l'emporta facilement sur son adversaire Georges Lalancette. Fait à souligner, sa campagne ne lui avait coûté que 413 \$.

Face à son vieil adversaire Ca-

milien Houde, beaucoup plus charismatique et populaire que lui, Adhémar Raynault devint vite connu comme le chef de l'opposition à l'hôtel de ville. Il aboutit néanmoins à la Commission métropolitaine, organisme qui, selon lui, avait été créé par le gouvernement Taschereau uniquement pour faire assumer par les contribuables montréalais les déficits des autres villes de l'île. Doté d'une mentalité sociale, Adhémar Raynault fut l'un des premiers à revendiquer des soins médicaux gratuits pour les nécessiteux.

Raynault milita activement à compter de 1935 au sein de l'ALN aux côtés de son chef Paul Gouin, qui avait un programme de restauration sociale visant à corriger les abus du capitalisme. Il servit d'ailleurs d'organisateur à Gouin lorsque celui-ci se fit élire dans le comté de l'Assomption. Mais lorsque Gouin, l'année suivante, se querrela avec Maurice Duplessis, c'est Adhémar Raynault qui se présenta comme député, sous l'étiquette de l'Union nationale. Le 17 août 1936, le futur maire de Montréal faisait son entrée à l'Assemblée nationale.

Député de l'Assomption, Raynault demeura chef de l'opposition à l'hôtel de ville de Montréal. Voici comment Claude-V. Marsolais raconte l'arrivée de Raynault à la tête de la métropole :

« En 1935, Camilien Houde se débat comme un diable dans l'eau bénite afin de répondre aux banques qui exigent l'équilibre budgétaire avant de prêter à la ville. Or, la ville assure la subsistance de 162 000 assistés publics qui lui coûtent 6,5 millions. Houde demande à Ottawa d'augmenter son effort mais le premier ministre fédéral Bennett refuse d'en entendre parler. Montréal est obligé d'instituer une taxe de vente de 2%. Adhémar Raynault qui, avec un groupe d'échevins s'y oppose, dira que Houde en fera son cercueil politique. »

« Le 27 août 1936, une bombe éclate lorsque l'impulsif Houde annonce qu'il démissionne en



En 1974, à l'âge de 82 ans, l'ancien maire de Montréal lançait ses mémoires dans lesquelles il affirme que c'est parce qu'il avait fait fermer les bordels de la métropole qu'il a été battu aux élections de 1944 ! Adhémar Raynault devait survivre dix ans à la parution de son livre et ne décéder qu'en 1984.

expliquant que ses mauvaises relations avec Duplessis (qui lui avait ravi le poste de chef du Parti conservateur provincial et qui vient d'être élu premier ministre sous la bannière de l'Union nationale) risquent de nuire à Montréal et en dénonçant le sentiment d'intense nationalisme incarné par l'Union nationale. Quelques jours plus tard, Adhémar Raynault annonce sa candidature à la mairie et promet d'abolir la taxe de vente et de redonner à Montréal son autonomie.

« Mais Duplessis, qui n'aime

pas les concurrents, lui jette dans les pattes la candidature de Candide Rochefort, député de Sainte-Marie à Québec. Mais deux semaines avant les élections du 16 décembre 1936, Camilien Houde annonce sa candidature. Dans cette bataille à trois, Houde mord la poussière et se retrouve à près de 4000 voix derrière le meneur. »

Comme le raconte Marsolais, Raynault peut dès lors s'attaquer à son programme mais il n'obtiendra pas la disparition de la taxe de vente. Il mettra aussi sur pied pendant son mandat un Of-

fice d'initiative économique et un Bureau de révision de l'évaluation.

Aussi, on entreprend l'aménagement du Jardin botanique, la construction du pont Pie IX et la ville acquiert pour un dollar l'île Sainte-Hélène.

Mais son premier mandat se termine dans la controverse et les rumeurs de scandale. Oubliant sa promesse de municipaliser la Montreal Light, Heat and Power, Raynault au contraire renouvelle son contrat. Philippe Hamel, de l'Action libérale nationale, l'accuse d'avoir obtenu des fonds du Trust pour se représenter à la mairie. Devant la clameur populaire, Adhémar Raynault ne se représente pas aux élections du 11 décembre 1938.

Le retour de Camilien Houde à la tête de Montréal n'est pas très bénéfique puisque le 15 mai 1940, Montréal se trouve incapable de rembourser des obligations échues et est mise en tutelle. Presque simultanément, Houde y va d'une déclaration impulsive et sans doute mal calculée en disant qu'il s'oppose à l'enregistrement obligatoire en temps de guerre, qu'il considère comme une mesure de censure, déclaration considérée comme un acte de sédition, voire un appel au soulèvement. Le 5 août, Camilien Houde est arrêté et enfermé, à Petawawa.

Cela permet à Adhémar Raynault d'effectuer un retour à la mairie. Mais la mairie n'est plus ce qu'elle était. Raynault n'a qu'un rôle de représentation, puisque la ville est en tutelle.

Il réussit néanmoins à convaincre le Comité exécutif de créer un service de bien-être social dont l'utilité se trouve limitée par l'effort de guerre qui réduit presque à néant le nombre de nécessiteux.

Il voyage toutefois, à la recherche d'idées nouvelles pour Montréal. Comme le projet de canalisation du Saint-Laurent. La Montreal Light, Heat and Power est finalement nationalisée pendant son mandat par le gouvernement Godbout avec la Beauharnois Light, Heat and Po-

wer pour former Hydro-Québec. Et la tutelle sur Montréal est enfin levée au printemps 1944.

C'est également sous son règne que Montréal hérite, en septembre 1941, d'un aéroport tout neuf, Dorval. Et d'une avionnerie, Canadair. Enfin, les Montréalais obtiennent le droit de vote et Raynault est réélu facilement en 1942.

Au cours de l'hiver 1944, des officiers supérieurs de l'armée canadienne convoquent le maire Raynault, le directeur de la police, Fernand Dufresne et le président de l'exécutif, Omer Asselin. Seul le maire s'y rendra. On lui annonce que Montréal est devenu le repaire des prostituées qui donnent des maladies vénériennes aux soldats. Les autorités militaires demandent la fermeture des bordels, sinon Montréal sera déclarée zone interdite aux soldats. Le maire réalise le drame pour sa ville, un port de mer qui accueille à la fois des marins et des soldats et qui y dépendent leur solde.

Le lendemain, affirme C.V. Marsolais, le maire Raynault convoque le chef de police Fernand Dufresne et le somme d'arrêter les tenanciers de lupanars. Le commerce de la prostitution disparaît pour un temps à Montréal, juges de la Cour du Recorder, tenanciers et policiers craignant comme la peste l'armée, qui doit faire soigner ses vétérans à grands frais dans les hôpitaux.

Adhémar Raynault a soutenu que sa répression des maisons de prostitution lui a valu sa défaite aux élections municipales du 11 décembre contre un Camilien Houde sorti de prison avec tous les honneurs.

Pax Plante, le grand croisé des années 50 de la lutte contre le crime organisé à Montréal reconnaît le courage de Raynault mais en y plaçant un bémol : « Raynault aurait bien pu faire la même chose pour les maisons de jeu et de pari ». Et d'expliquer que s'il voulait avoir des chances raisonnables de se faire réélire, Adhémar Raynault ne pouvait pas se mettre à dos toute la pègre locale.

U.S.A.
Résidez et travaillez aux U.S.A.
Visas maintenant disponibles pour les investisseurs, les professionnels et les gens d'affaires.
Pour plus de renseignements sans frais, veuillez contacter:
AMERICAN VISA SERVICES
1191 E. Newport Centre Drive
Penthouse H
Deerfield Beach,
Florida 33442, U.S.A.
TELEPHONE:
(305) 428-2512
TELECOPIEUR:
(305) 428-4725

FONDATION QUÉBÉCOISE DU CANCER
527-2194

ROLEX
OYSTER PERPETUAL
LADY DATEJUST
Seulement chez votre bijoutier autorisé Rolex
EVEREST
CHERBAKA
Joaillerie - Bijouterie Depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec) H2M 1R9
Tel (514) 388-5358 Fax (514) 388-2562

Vente de Liquidation
Surplus d'inventaire de **CHOCOLATS de Noël**
jusqu'à **70% rabais**
4810 O. Jean Talon #304 coin Victoria 9-10 DEC. 10 am-4 pm ouvert au public

AUCUN ACOMPTE AUCUN PAIEMENT avant mars 1996*
Plus une remise de 1 000 \$**
POUR UNE DURÉE LIMITÉE
Applicable en acompte pour l'achat d'accessoires ou tout simplement pour compléter vos achats des fêtes.
Un seul endroit exclusivement chez
Automobile Lafontaine
1981 Inc.
2031, boul Labelle, Lafontaine
Montréal: 343-3420 / 438-4101
*Financement bancaire sur approbation du crédit.
**Pour véhicule livré avant le 31 décembre 1995.

FAILLITE • FAILLITE
NOUVEL ARRIVAGE: ROBINETS et ACCESSOIRES Haut de gamme FILTRES À AIR ÉLECTRONIQUE
4 000 000 \$ DE MARCHANDISES
Tout pour la salle de bain
• Robinets d'éviers de cuisine, de lavabos, baignoires et douches
• Douches et bases de douche
• Baignoires thérapeutiques, à tourbillon et standard
• Lavabos à colonne, encastrés et suspendus
• Bidets avec ou sans jet.
• Toilettes silencieuses et régulières
• Miroirs et accessoires
MARQUES DE PRESTIGE:
Selles - Aquabross - Guilliani - Bandini et autres
de 65 à 75% de rabais
TRANSIT 928-1616 LIQUIDATEUR
Dimanche SEULEMENT de 10h à 17h
576, boul. Guimond, Longueuil

des cours pour mieux rénover et économiser
HÉRITAGE MONTRÉAL COURS DE RÉNOVATION ET RESTAURATION DOMICILIAIRE
Conférenciers:
Jules Auger
Dinu Bumbaru
Maryse Leduc Cummings
Nancy Dunton
David Hanna
Jean Mailhot
11 jan. Fondations et structures
18 jan. Murs extérieurs, toitures et isolation
25 jan. Histoire et architecture des habitations
1 fév. Portes et fenêtres
3 fév. Visite guidée (date et lieu à être déterminés)
8 fév. Les systèmes mécaniques
15 fév. Planification et administration des travaux
22 fév. Aménagement et finition intérieurs
28 fév. Ateliers (mercredi de 19h00 à 21h00)
Les cours seront donnés en français les jeudis de 19h00 à 21h00 à l'U.Q.A.M. Coûts \$155, \$140 pour les membres d'Heritage Montréal.
Avec la collaboration de: Ordre des architectes du Québec
Pour inscription et renseignements: 875-2985
(This course is also offered in English on Wednesdays)

NOUVEAU! Certificat-cadeau maintenant disponible **IDÉAL POUR LE TEMPS DES FÊTES**
Grande collection de canards sculptés
Le PRESTIGE, le STYLE et la RICHESSE
des meubles en pin massif pour votre décor intime et chaleureux
L'atelier des Compagnons
Reproductions de meubles d'époque
Produits du Québec
1269, av. Van Horne
Outremont (Québec)
H2V 1K5
Tél.: (514) 277-5772
Fax: (514) 277-0613
Maxime Basilières-LeBeuf
Sylvain Picard
Propriétaires
Et question de terminer l'année en beauté, nous tenons à vous remercier en vous faisant **économiser la TPS et la TVQ jusqu'au 31 déc. 95***
*Offre valide sur tout achat de plus de 800 \$ concernant les meubles et articles décoratifs non en promotion.

Petits péchés mignons pour la belle occasion!
ESSENCE DU PAPIER
MONTRÉAL
ST-DENIS 4160, RUE ST-DENIS 288-9691
OGILVY 1307, STE-CATHERINE O. 844-8244

Le sentiment de solitude des étudiants de l'UQAM est de plus en plus accablant

JEAN-PIERRE BONHOMME
collaboration spéciale

Les étudiants universitaires de Montréal, particulièrement ceux de l'UQAM, souffrent de plus en plus de solitude et d'isolement. Cela est si vrai que ceux-là songent de plus en plus au suicide comme solution à leur détresse morale.

Une enquête maison, faite par le Centre d'écoute et de référence Halte Ami, un organisme d'aide aux étudiants de l'UQAM (40,000 inscriptions) et du Collège du Vieux Montréal (5000) indique que sa clientèle de consultation évoque aujourd'hui les idées suicidaires beaucoup plus qu'il y a huit ans.

En 1987, en effet, un an après la fondation du Centre d'écoute, trois p. cent des étudiants en consultation évoquaient la possibilité du suicide comme solution

à leur détresse; aujourd'hui, (1994), 22 (vingt-deux) p. cent des clients en parlent.

Ce constat, et plusieurs autres de ce type, font dire à la directrice du Centre, Soeur Violaine Gagnon, que la société québécoise, si elle n'y prend garde, pourra entrer dans une période de décadence. Toutes les valeurs familiales et sociales, dit-elle, notamment celles de la solidarité personnelle, affective, sont ainsi à revoir d'urgence. Dans leurs locaux trop impersonnels, souvent sans fenêtres, les étudiants se sentent comme des numéros.

Devant l'urgence de cette situation, signale Soeur Gagnon, l'administration de l'UQAM a décidé, cette année, de contribuer directement au financement du Centre. Elle verse donc cette année une subvention de 10 000 \$ en plus de prêter les locaux aux cinq membres du

personnel et à la centaine de bénévoles. Depuis la fondation du Centre, il y a neuf ans, ce sont deux congrégations religieuses, les Filles de la Sagesse et les Frères de Saint-Gabriel qui financent le Centre Halte Ami (15 000 chacun annuellement).

Le Centre d'écoute et de référence Halte Ami est situé au 8^e étage d'un édifice commercial du 1259 rue Berri. Il a été fondé par Soeur Gagnon, pour répondre aux besoins des étudiants. Ceux-là se plaignaient, alors, de n'avoir guère de lieux où se confier et d'être traités comme des numéros. Il donne, bon an mal an, un millier d'heures d'écoute spécialisées (d'après les méthodes humanistes de Carl Rogers) aux étudiants qui se sentent isolés.

Un examen systématique des rapports d'entrevues (naturellement confidentielles) est « inquiétant ».

Outre l'augmentation à 22 p.

cent des visions suicidaires, on note une augmentation de 10 à 27 p. cent de l'expression du sentiment de solitude; les manifestations de dépression, elles, ont crû de 4 p. cent en 1987 à 28 p. cent en 1994.

La directrice note que ce désarroi est vécu par les Québécois dits de souche, particulièrement ceux de l'extérieur de Montréal et qui sont plus ou moins détachés de leurs familles. Les clientèles spécialisées: telles les Africains, les Autochtones etc... ont des services d'accueil spécialisés à leur disposition. La masse de la clientèle ordinaire, elle, n'a qu'un psychologue à plein temps pour se dépanner et un service d'orientation technique.

Soeur Gagnon reconnaît que l'UQAM et le Collège ont pris certaines mesures pour personnaliser le service aux étudiants, mais se demande si cela est suffisant.

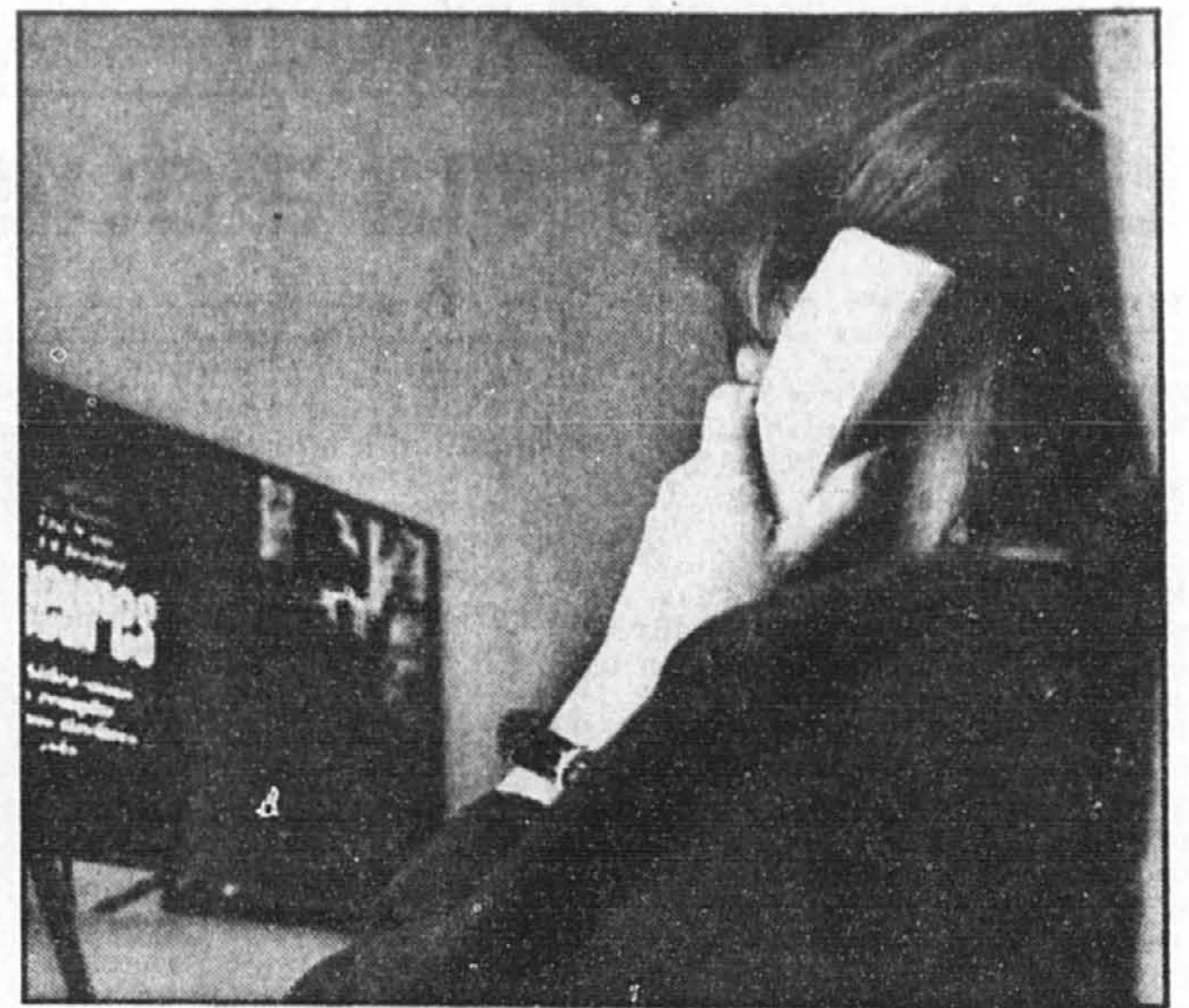


PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse
Mme Violaine Gagnon a fondé le Centre d'écoute et de référence Halte Ami; elle estime que les étudiants sont trop souvent traités comme des numéros.

SEARS

Attendez-vous à plus

Lundi seulement

Le 11 décembre 1995, dans la limite des stocks

Rabais

50%

des prix d'origine étiquetés*

- **TOUS** les pantalons tout-aller pour hommes (sauf modèles Levi's^{MD}, Dockers et Haggard^{MD})
- **TOUS** les soutiens-gorge Warner's^{MD}
- **TOUS** les collants pour femmes
- **TOUS** les hauts en tricot pour filles et garçons, 7-16
- Blazers pour femmes y compris Jessica^{MD}, Two Roads^{MD}, Image et Jessie JJ Jeanswear^{MD}
- Ensembles Second Wind^{MD} en nylon pour femmes
- **TOUTES** les jupes pour femmes y compris modèles Jessie JJ Jeanswear^{MD}, Two Roads^{MD}, R&R^{MD} et Jessica^{MD}
- **TOUS** les chemisiers pour femmes dont modèles Jessica^{MD}, Two Roads^{MD}, Functionals^{MD}, Jessie JJ Jeanswear^{MD}, R&R^{MD} et Image^{MD}
- Pantalons tout aller et habillés choisis pour femmes dont modèles Two Roads^{MD}, Jessica^{MD}, Jessie JJ Jeanswear^{MD} et R&R^{MD} (sauf tous les modèles en denim)
- **TOUS** les coffres à bijoux
- **TOUS** les bagages
- **TOUS** les porte-documents et mallettes
- **TOUS** les portefeuilles pour hommes et femmes

HEURES D'OUVERTURE DES FÊTES

Jusqu'au 3 janvier 1996
Lundi ou vendredi : 9 h30 à 21 h
Samedi : 8h30 à 17 h
Dimanche : 10h à 17h
Exceptions : Les dimanches 24 et 31 décembre : 9 h à 16 h
Mardi 26 décembre : 13 h à 21 h
25 décembre, 1 et 2 janvier : magasins fermés

*Rabais pris à partir des prix Sears ord. Certains articles peuvent avoir été mis en vente antérieurement à prix réduits au cours des 6 derniers mois.

Prix en vigueur lundi le 11 décembre 1995, dans la limite des stocks disponibles

SEARS

Attendez-vous à plus

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222.

Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc. Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

Si aucune opposition ne se manifeste, Bouchard à la tête du PQ dès le 27 janvier

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne
SAINT-HYACINTHE

■ C'est le 27 janvier que Lucien Bouchard accèdera officiellement à la tête du Parti québécois, si aucune opposition ne se manifeste à cet égard.

■ Une réunion du Conseil national du parti a en effet été convoquée pour cette date, afin « d'entériner la nomination du chef » s'il n'y avait qu'une seule candidature à la succession de Jacques Parizeau.

■ Seul Lucien Bouchard a annoncé sa candidature pour le poste jusqu'à maintenant et il serait très surprenant que quelqu'un d'autre lui conteste la direction du PQ, compte tenu de l'immense popularité dont jouit le chef du Bloc québécois auprès des militants souverainistes.

Si néanmoins quelqu'un d'autre soumettait sa candidature, le vote pour la succession de Jacques Parizeau aurait lieu le 25 février 1996.

L'éventuel adversaire de Lucien Bouchard aurait cependant à recueillir l'appui préalable de 1000 membres du Parti québécois provenant d'au moins 40 circonscriptions.

C'est une tâche qui apparaît impossible, compte tenu de la popularité actuelle du chef bloquiste.

Entretemps, dans son bilan tracé devant le Conseil national du Parti québécois, dont les 400 membres étaient réunis hier dans la capitale maskoutaine, M. Parizeau a rappelé que deux stratégies s'imposaient aux militants : le maintien du cap sur la souveraineté et l'appui nécessaire des jeunes au projet souverainiste.

Les péquistes ont rejeté la plupart des propositions qui visaient à modifier le programme du parti, afin de ne pas mettre mal à l'aise Lucien Bouchard qui doit prendre la direction du PQ en janvier.

Le ministre de la Réforme électorale, Guy Chevrette, a néanmoins annoncé qu'il prépare un document de discussion sur les réformes à apporter à la Loi électorale.

Le principe d'une carte d'identité avec photographie pour pouvoir exercer son droit de vote a été approuvé.

Groupes ethniques

Le gouvernement se réserve cependant le droit de ne pas imposer une carte d'électeur comme telle, la carte d'assurance-maladie ou le permis de conduire pouvant être suffisants depuis qu'ils portent la photographie du détenteur.

En après-midi, les péquistes ont adopté une résolution pour réaffirmer le « caractère progressiste et inclusif » du projet souverainiste.

Ce projet n'exclut pas les communautés culturelles, même si elles ont voté massivement contre la souveraineté le 30 octobre dernier.

Le débat sur cette résolution a cependant donné lieu à un vif échange, lorsqu'un délégué a fait valoir qu'il s'agissait peut-être d'une façon détournée de blâmer le premier ministre Jacques Parizeau, président sortant du parti, pour sa déclaration le soir du référendum.

Bégin portera plainte contre Bienvenue

Presse Canadienne
SAINT-HYACINTHE

■ Le ministre québécois de la Justice, Paul Bégin, va porter plainte dès demain auprès du Conseil canadien de la magistrature contre les propos tenus cette semaine par le juge Jean Bienvenue.

Lorsqu'elle est formulée par le procureur en chef d'une province, cette plainte concernant un manque de dignité dans l'exercice de la charge peut aller jusqu'à la destitution du juge.

En condamnant une femme à la prison pour le meurtre de son mari dans une cause de violence conjugale, le juge Bienvenue a émis des commentaires selon lesquels les juifs seraient morts « sans souffrir » dans les camps de concentration allemands pendant la

guerre. Il a aussi expliqué que les crimes d'une femme sont plus graves que ceux d'un homme.

M. Bégin a été prudent, hier, rappelant la nécessaire séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif qui nomme les juges. « Cette séparation est le rempart de la démocratie. La beauté de notre système : l'exécutif et le législatif ne peuvent intervenir dans le judiciaire car on arriverait vite à la dictature », a-t-il dit. Selon le ministre, pour établir l'équilibre, il faut laisser la sanction des juges au Conseil de la magistrature. Il a rappelé aussi qu'au Québec, les juges sont nommés « à la suite d'une sorte de concours ou ses qualités sont vérifiées » avant la nomination. M. Bienvenue a été nommé juge non par Québec, mais par le fédéral.



SEARS

Attendez-vous à plus

3 jours seulement

Lundi, mardi, mercredi

LIQUIDATION D'INVENTAIRE

de 5 MILLIONS \$ d'articles

LITERIE ET SALLE DE BAINS

Rabais

25-50%

Quantités limitées...Le choix peut varier selon les magasins. Pas de marchands!

Rabais 25-65%
Ens. de draps fin de série

14⁸⁸ Ens. 1 pl. 18⁸⁸ Ens. 2 pl.
28⁸⁸ Ens. G 2 pl. 34⁸⁸ Ens. TG 2 pl.

Comprend des ens. en percale et à gousset profond^{MD}.
Ord. 19,99-109,99.

Ens. comprenant 1 drap plat, 1 drap housse et taie(s).

Rabais 50%
Courtepointes variées
Tout format

34⁴⁴ Ch. Ord. 68,88

1 pl., 2 pl. ou G 2 pl.
Venez vite pour un meilleur choix!

Rabais 50%
Literie dans un sac de la LNH^{MD}

34⁹⁹ Ch. Ord. 69,99

Comprend douillette, couvre-oreiller et ens. de draps.

Rabais 50-65%
Rideaux de douche et cantonnières variés

13⁹⁹-19⁹⁹ Ch.

Ord. 3,99-39,99

Venez vite pour un meilleur choix!

Rabais 25-50%
Douillettes variées
Tout format

14⁹⁹ Ch. Ord. 9,99-29,99

1 pl., 2 pl. ou G 2 pl.
Plusieurs modèles sont réversibles

Rabais 50%
Couvertures électriques Intelligentes^{MD} de Sunbeam^{MD}

49⁹⁹-79⁹⁹ Ch.

1 pl., 2 pl. ou G 2 pl.
Ord. 99,99-159,99

Rabais 50%
Tous les oreillers de plus de 15" en stock

9⁹⁹-54⁹⁹ Ch.

Ord. 19,99-109,99
À l'exception des paq. de 2

Rabais 50%
Tous les draps de bain en stock

6⁴⁸-12⁴⁹ Ch.

Ord. 12,97-24,99

Achetez un article à prix courant de notre boutique literie et salle de bains

Économisez **50%***
sur le deuxième article à prix courant de valeur égale ou moindre
*Sauf articles présentement annoncés

Prix en vigueur du lundi 11 décembre au mercredi 13 décembre 1995, dans la limite des stocks disponibles

SEARS
Attendez-vous à plus

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8315, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222.

Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc. Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.


**DENIS
LAVOIE**

Même des enfants font partie de la population itinérante, souligne **Michel Forget**, président du Recours des sans-abri, l'une des oeuvres de feu le cardinal Léger. L'hiver est un beau moment pour la majorité des gens, avec les cadeaux de Noël et les sports d'hiver. Pour les sans-abri, c'est le pire temps de l'année. Le comédien **Michel Forget** nous presse donc de donner à cette oeuvre essentielle. L'argent amassé défraiera l'action des travailleurs de rue auprès des jeunes, de centres d'hébergement, à des victimes de violence physique ou sexuelle, etc. Renseignements : Recours des sans-abri, 130, avenue de l'Épée, Outremont (Québec) H2V 3T2. Tél. 495-2409



Lina Trudel jouit d'une riche compétence à titre de responsable de recherche au Bureau d'études et de développement à la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal. Il oeuvre à l'ICEA depuis des années, comme à Centraide et Développement et paix. Quant à la nouvelle directrice de l'ICEA, **Lina Trudel**, elle est sociologue de formation et est responsable du secteur des communications à l'ICEA depuis nombre d'années. Rappelons finalement que l'Institut canadien d'éducation des adultes se consacre depuis près de 50 ans à la promotion et au développement de l'éducation des adultes. L'Institut regroupe des organismes issus du milieu syndical et des institutions d'enseignement, ainsi que les associations communautaires et d'éducation populaire.



Claude Meunier ne s'est pas fait prier pour animer le lunch-encan de l'Association internationale des professionnels de la communication, car les profits de cette activité seront remis à l'organisme Parents anonymes dont il est le fidèle porte-parole depuis dix ans. Ce brunch-encan, qui risque d'être bien drôle, aura lieu ce mercredi 13 décembre, de 11 h 30 à 14 h, à la salle Tudor du magasin Ogilvy, 1307, rue Sainte-Catherine Ouest, 5e étage. Coût : 60 \$ (25 \$ étudiants). Renseignements : 355-9512.



Carole Chatelois Les diététistes-nutritionnistes du Service de santé de l'Université de Montréal, **Carole Chatelois** et **Catherine Gosselin**, viennent de remporter le Blé d'or, premier prix du concours d'excellence pour la meilleure campagne de promotion de la santé en nutrition, concours tenu par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec. La campagne qu'elles ont menée auprès de la clientèle universitaire avait pour but de valoriser le concept de variété dans les menus et les achats. Plusieurs activités leur ont permis de sensibiliser le campus universitaire à l'importance d'une saine alimentation pour vivre en santé.



Catherine Dao La cérémonie de remise de diplômes au collège de Rosemont a été l'occasion pour **Yves De Grandmaison**, président du Syndicat des enseignants et enseignantes du collège, de remettre la Médaille du gouverneur général à **Catherine Dao**, finissante du programme sciences de la nature. **Catherine Dao** a également remporté le prix du « meilleur étudiant » de ce collège.

Un petit dring avant de partir ? tel est le slogan on ne peut plus coloré de l'Opération nez rouge, tout comme son numéro de téléphone : 849-1011 pour le Grand Montréal, Rive-Sud compris, (de 19 h à 4 h). L'opération d'aide aux chauffeurs en état d'ébriété, grâce à 3500 bénévoles, a démarré (sur les chapeaux de roue ?), la semaine dernière dans le secteur de Montréal et Laval (et dans une soixantaine d'autres régions du Québec) et se poursuivra jusqu'au 31 décembre. Les person-

nes qui craignent d'avoir dépassé la limite raisonnable de consommations alcoolisées, au sortir d'un party de bureau par exemple, pourront se faire reconduire à la maison en toute sécurité (pour eux et ceux qu'ils croiseront sur la route) grâce à ce service d'accompagnement par un chauffeur de Nez rouge. C'est là l'assurance de vivre jusqu'après le nouvel An et de survivre heureux au temps des Fêtes. **Gilles Richard**, président d'honneur (vice-président du Salon international de l'auto de Montréal) est venu, accompagné d'une gentille organisatrice et de la mascotte Nez rouge, pour passer le message à toute la salle de rédaction de *La Presse*, d'appeler Nez rouge 849-1011, avant de quitter les joyeux fêtards qui nous fourniront plus d'une occasion de boire jusqu'à plus soif. Les chauffeurs bénévoles sont les bienvenus. *La Presse* est, avec le quotidien anglophone, trois stations de radio, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et Médiacom, l'un des principaux commanditaires d'Opération nez rouge à Montréal. Renseignements : 849-1011.

Les Oeuvres de bienfaisance pour enfants Ronald McDonald remettait récemment un don de 10 000 \$ à l'École de ski Tremblant pour son programme Montagne pour tous, qui s'adresse aux personnes handicapées. Il s'agit d'un programme particulièrement bien apprécié et qui s'avère fort populaire. Avis aux intéressés.



Roger Mongeon Bénévole engagé au service de la télévision communautaire (Télévision Rive-Nord) depuis un bon moment, **Roger Mongeon** vient d'être élu président de Télévision Rive-Nord. Qui plus est, alors qu'il venait d'accéder à la présidence du Conseil de la culture de la région Lanaudière, voilà qu'il obtient un siège au Conseil régional de développement de Lanaudière.

Faites le don de la vue ou plus simplement de votre vieille paire de lunettes, nous demande **LensCrafters**. Cette entreprise effectue en effet une collecte assez spéciale, qui a permis, l'an dernier, à des milliers de Boliviens et de Chiliens de recevoir des lunettes d'ordonnance, dons de Canadiens. Tous les magasins **LensCrafters** accepteront les vieilles paires de lunettes, d'ici le 1er janvier 1996. Cette grande opération est menée en coopération avec les clubs Lions internationaux et d'autres organismes de bienfaisance. On distribuera les lunettes à des gens dans le besoin. Renseignements : 426-3622.



Jean-Jacques Beldié La Métropolitaine (compagnie d'assurances) et ses employés de par le Canada participent à la grande collecte de Centraide, deux de la région du Grand Montréal ayant remis récemment un don de 12 000 \$. Ce sont **Jean-Jacques Beldié**, vice-président au service de la Métropolitaine Québec; **Sophie Baillargeon**, coordonnatrice des services de la campagne Centraide; et **Serge Breault**, directeur régional des ventes (Montréal), qui sont venus présentés le don.

Patins à glace (grandeurs 7 à 13) et équipements de ski de fond à donner ? La Maison Jonathan de Longueuil en aurait besoin pour les adolescents qui fréquentent ce lieu. C'est une belle manière de réjouir ses jeunes et leur permettre de faire une activité de plein air. Renseignements : 670-4099.



Isabelle Martin Le cabinet d'avocats **Bélangier Sauvé**, remettait récemment son prix **Marcel Bélangier** (qui vise à reconnaître l'excellence démontrée par un étudiant de la Faculté de droit de l'Université de Montréal en droit administratif) à **Isabelle Martin**. Celle-ci reçoit du même coup une bourse de 1000 \$ rattachée à ce prix. Ce sont **Marcel Bélangier** et **Pierre Sauvé**, qui ont remis le prix à la lauréate devant le vice-doyen de la Faculté de droit, **Ghislain Massé**.

Aujourd'hui, ainsi que le week-end prochain des 16 et 17 décembre, vente de sapins cultivés à l'école **Pierre-Dupuy** de Longueuil, boulevard Roland-Therrien (près du Palais de justice). Les profits de cette vente

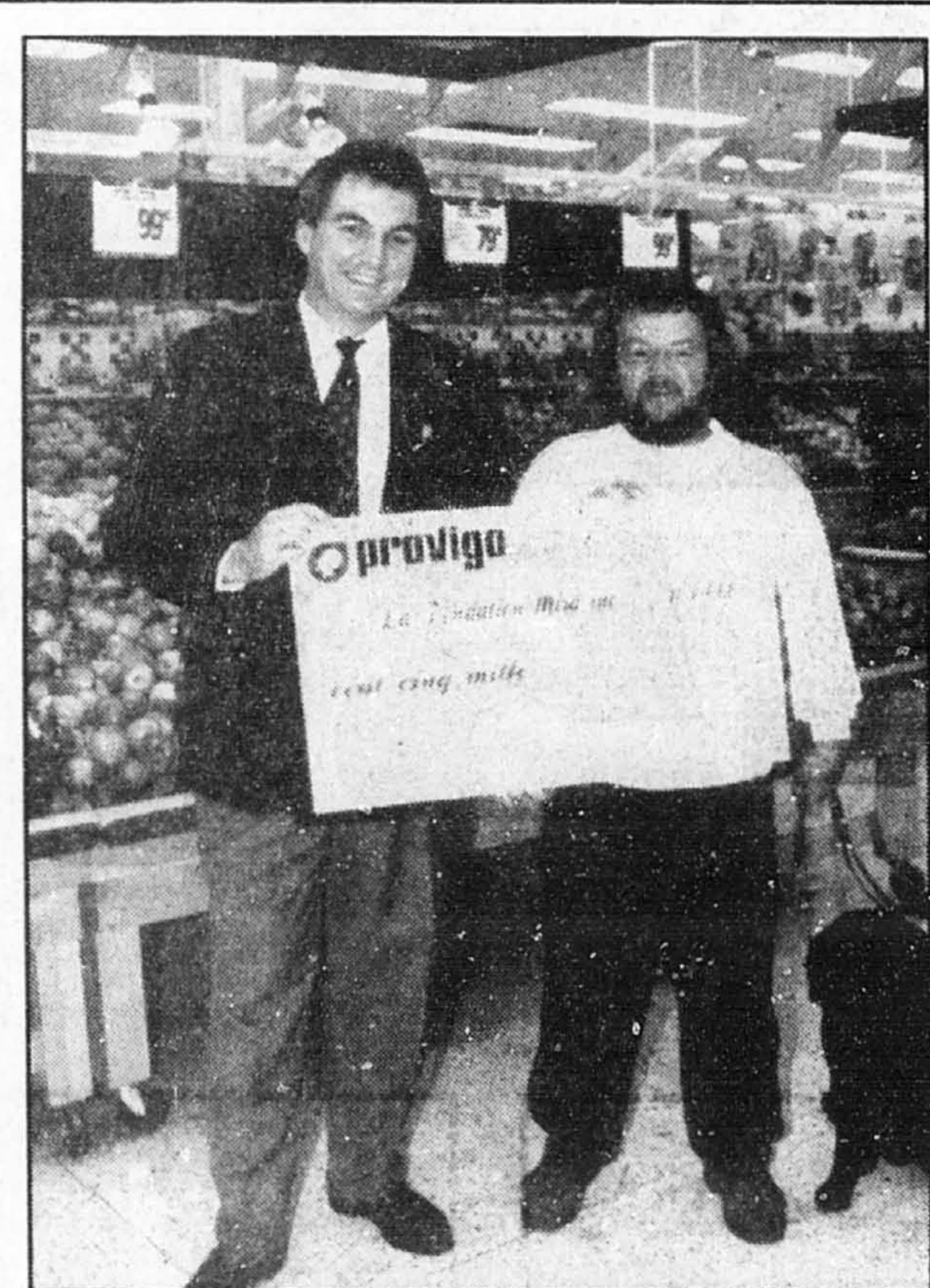
Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9



Les 89 boursiers de l'UQAM

La Fondation de l'UQAM vient de remettre 89 bourses d'excellence, lors d'une cérémonie présidée par **Guy Marier**, vice-président, réseau Québec, chez **Bell Canada** et président du comité des dons importants de la campagne de souscription de l'UQAM. Aussi, accompagnant les boursiers : **Guy Berthiaume**, directeur général de la Fondation de l'UQAM; le recteur **Claude Corbo** et son conseiller et vice-recteur, **Marcel Belleau**.



Des clients de Provigo ont donné 105 000 \$ à Mira

Les clients de **Provigo** ont donné 105 000 \$ à **Mira** en participant à la loterie **Mira**. **Daniel Tremblay** (à gauche) vice-président des supermarchés **Provigo**, remet le chèque à **Eric Saint-Pierre**, fondateur et directeur général de **Mira**, qui a précisé que ce don permettra de remettre sept chiens-guide à autant d'aveugles.



Toujours unis

Depuis le 3 décembre 1945, alors qu'ils prononçaient leur engagement solennel à l'église **Saint-Esprit de Montréal**, depuis 50 ans donc, le couple **Gérard Brousseau**, de Montréal, et **Rita Morin**, de Grand-Sault, au Nouveau-Brunswick, file le parfait bonheur.

permettront de venir en aide à l'Afrique et serviront plus spécifiquement à construire une école de campagne au Togo. Ce projet d'aide internationale est une réalisation conjointe des écoles **Pierre-Dupuy**, **Jacques-Rousseau** et **Gérard-Filion**. Renseignements : 646-9274.

Le gouverneur général **Roméo LeBlanc** avise les bénévoles de la création d'un nouveau prix en reconnaissance créé pour eux, ces « héros méconnus du Canada » qui forment une armée de millions de bénévoles. Les prix (sans nom pour l'instant) seront attribués : à un bénévole d'arrière-plan (local) ; pour le dévouement au soin d'une personne ou au service d'un groupe ou d'une cause ; pour une contribution de plusieurs années ou pour des efforts extraordinaires sur une courte période ; pour

une contribution de la part d'une personne qui n'aurait pas normalement été honorée par un gouvernement canadien. On a également lancé un concours pour un logo et un nom pour ce nouveau prix. Date limite : 19 janvier 1996. Renseignements : votre centre de bénévolat ou, tél. (613) 993-9530 ou 1-800-752-1669.

La Fondation des marchands **Canadian Tire** vient de faire un don de 3400 \$ au Carrefour d'accueil des sans-abri, pour l'achat de deux lessiveuses et deux sècheuses. Signalons que la maison d'hébergement **Carrefour** d'accueil des sans-abri héberge des esseulés, des oubliés, des sans-clés et travaille à réaliser leur réinsertion sociale par un service d'apprentissage appelé à leur redonner confiance en eux-mêmes. Renseignements : 655-4840.

Colloque sur Lyon « ville internationale » organisé par l'Alliance française de Montréal en collaboration avec la région **Rhône-Alpes**. C'est pour rappeler que Lyon et Montréal sont jumelées et déploient des relations universitaires par la chaire **Jean Monnet** de l'Université de Montréal, que ce colloque est organisé. Le tout se déroulera demain, à 20 h, au Faculty Club de l'Université **McGill**, 3450, rue **McTavish**.

Il n'est pas trop tard pour donner au Téléthon de la recherche sur les maladies infantiles, grâce au réseau Internet. En effet, le Groupe club-culture servira de courrier électronique (sans frais) pour faire parvenir vos dons au Téléthon de la recherche sur les maladies infantiles et ce pour quelques jours seulement (mardi 12 décembre). S'adresser, par l'intermédiaire de l'Internet, à : <http://club-culture.com/club/>

Les ingénieurs du groupe-conseil **Génivar** a choisi de faire un beau geste pour les Fêtes, et décide d'offrir un don de 5000 \$ à **Opération enfant soleil**. Cet argent s'ajoute aux 21 millions déjà recueillis par **Opération enfant soleil**.



Bourses Jacqueline-Bleuin

Remise de la bourse **Jacqueline-Bleuin** (qui fut journaliste au **Montréal-Matin** et à **Forum** de l'UdM) remise à **Fabien Deglise** (communications, Université de Montréal) par **Claudette Tougas**, (au centre), éditorialiste en chef adjointe à **La Presse**, accompagnée de **Michèle Blouin**, sœur de la disparue et créatrice de la bourse **Jacqueline-Bleuin**. Des bourses furent aussi octroyées à : **Martin Dozols**, **François Mailloux**, **Alain Giguère**, **Roxanne Walters**, **Marc David**, et **Dany Dumas**. **Brigitte Nardella** a reçu le prix spécial du département de communications.

À mercredi



TIMOR-EST

Hommage à l'évêque

Le Centre international des droits de la personne (CIDPDD, dont le siège social est à Montréal) a annoncé hier que l'évêque catholique du Timor oriental, ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie, Mgr Carlos Belo, est le récipiendaire pour 1995 de son prix « John-Humphrey pour la liberté ». Ce prix est remis chaque année, depuis 1992, par le CIDPDD à une personne ou une organisation ayant contribué de façon exceptionnelle à la défense et à la promotion des droits humains. Il porte le nom du Canadien John Humphrey qui avait rédigé l'ébauche de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Evêque du diocèse de Dili, la capitale du Timor oriental, depuis 1983, Mgr Belo est « un porte-parole clé pour la défense des droits de la personne au Timor oriental contre la domination militaire, économique et culturelle indonésienne », a souligné dans un communiqué le CIDPDD.

d'après La Presse

SAHARA OCCIDENTAL

Alger est préoccupé

L'Algérie a exprimé hier son « inquiétude » sur l'avenir du processus de paix au Sahara occidental après la proposition par l'ONU d'une nouvelle procédure d'identification du corps électoral devant participer au référendum d'autodétermination dans cette région. Dans une lettre adressée par son ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, au président du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie estime que les suggestions contenues dans le rapport du secrétaire général de l'ONU introduisent une « régression grave » et constituent un « revirement flagrant » de la part du premier responsable onusien et de son représentant par intérim. Le Front Polisario, qui dispute depuis 1975 la souveraineté de l'ancienne colonie espagnole au Maroc, a rejeté la même procédure. Le Polisario souhaite s'en tenir à une liste de 75 000 personnes, élaborée à partir du recensement effectué en 1974 par les autorités coloniales. Le Maroc, qui entend porter cette liste à 140 000 électeurs, veut ajouter les populations déplacées, selon lui, durant l'occupation espagnole.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Khasboulatov se retire

Rouslan Khasboulatov, l'ancien président du Parlement russe, s'est retiré hier de l'élection présidentielle prévue le 17 décembre en Tchétchénie, estimant que le scrutin risquait de provoquer un bain de sang dans la république caucasienne. L'élection du chef de l'exécutif local sera organisée en même temps que les élections législatives de la Fédération russe. Le retrait de Khasboulatov, l'un des plus sérieux candidats à ce scrutin, devrait probablement infliger un sérieux revers aux plans du Kremlin qui souhaite insuffler plus de légitimité à la direction tchétchène.

d'après Reuter

RWANDA

Mandat de la MINUAR

Un conseiller du gouvernement rwandais a menacé hier soir de « mettre fin » au mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) si le Conseil de sécurité continue d'exiger qu'elle compte 1400 hommes. La radio nationale, citant M. Claude Dusayidi, conseiller à la vice-présidence, poste occupé par l'homme fort de Kigali, le général Paul Kagame, a annoncé que « le gouvernement rwandais risquait de revoir toutes ses concessions et de mettre fin au mandat de la MINUAR si le conseil de sécurité campe sur sa position de 1400 hommes, dont la mission n'a pas même été clairement définie ».

d'après AFP

GRÈCE

Papandréou

Le premier ministre grec Andréas Papandréou, 76 ans, hospitalisé depuis 20 jours, respire sans assistance depuis hier midi, a indiqué hier soir un bulletin médical publié par le centre cardiologique Onassio. « Au cours des six dernières heures, l'état de santé du premier ministre a été stationnaire », précise le bulletin lu par un médecin du centre, le professeur Dimitris Vlahakos. M. Papandréou qui est placé sur rein artificiel a subi « dans la matinée une hémodialyse (purification du sang) », ajoute le texte. M. Vlahakos a par ailleurs indiqué que le cœur « n'avait pas de problème » et que la pression du patient était « physiologique ». Le professeur a également précisé que l'assistance respiratoire « pourrait être rétablie pendant la nuit pour que le premier ministre se repose ».

d'après AFP



Un militaire canadien, Steve Thompson, de Kingston, en Ontario, distribuait hier des bonbons à des enfants de Gorazde, à l'évident plaisir de ceux-ci.

Pilotes prisonniers: la France obtient l'appui de ses alliés

d'après Reuter et AFP

LONDRES

La communauté internationale a lancé à Londres la reconstruction de la Bosnie ravagée par trois ans et demi de guerre mais la France a laissé planer un doute sur la bonne suite du processus de paix si elle ne récupérera pas avant aujourd'hui ses deux pilotes disparus depuis cent jours en zone serbe bosniaque.

La France a cependant reçu le soutien de ses alliés occidentaux dans l'épreuve de force qui, à cinq jours de la signature du traité de paix sur la Bosnie à Paris, l'oppose aux Serbes qui détiennent les deux pilotes français dont l'avion a été abattu le 30 août près de Pale.

Le ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charette, n'a pas précisé les mesures que prendrait Paris si l'ultimatum qu'il a lancé aux Bosno-Serbes pour la restitution des deux pilotes expirait sans résultat, aujourd'hui.

Mais selon le quotidien *Le Monde*, qui cite l'Élysée, un refus serbe pourrait « affecter, entre autres, les modalités de la signature du traité », jeudi à Paris. Le journal évoque aussi des représailles possibles contre la Serbie, comme une demande de rétablissement de sanctions levées voici peu par l'ONU ou une « rédefinition » des relations entre la France et la Serbie.

À Belgrade, où il a rencontré hier le président Slobodan Milosevic, le médiateur américain Richard Holbrooke a insisté pour que la Serbie fasse libérer les pilotes. Il a dit avoir souligné avec force, « au nom des États-Unis et au nom de la France (...), que les deux pilotes français détenus en Bosnie par



Un Serbe de Bosnie quitte son village avec tous ses biens, situé près de Foca, à quelques kilomètres de Sarajevo; c'est un des villages qui sera redonné aux Croates musulmans.

les Serbes bosniaques devaient être libérés au plus vite ».

Richard Holbrooke, en mission auprès des parties en conflit, a dit que Washington attachait « la plus haute importance à cette question ». Il est toutefois resté évasif sur son entrevue avec Milosevic, que le président Jacques Chirac tient pour responsable du sort des deux disparus.

Les autorités de Serbie disent ignorer où ceux-ci se trouvent et s'ils sont en vie. Photographés vivants après s'être éjectés de leur avion, ils n'ont pas été revus ensuite.

Le sort du capitaine Frédéric Chiffot et du lieutenant José Souvignat fait planer un doute sur la signature officielle de l'accord de Dayton dans la capitale française. Tout retard affectant la cérémonie constituerait une victoire pour des dirigeants bosno-serbes accusés de crimes de guerre et qui récla-

ment une renégociation du traité de paix.

Milosevic a obtenu en novembre la suspension des sanctions qui frappaient depuis trois ans et demi la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) en négociant le traité à Dayton (Ohio).

Selon une théorie, les Bosno-Serbes utiliseraient les deux pilotes comme monnaie d'échange dans l'espoir d'obtenir la révision de certaines clauses du traité, notamment celles qui ont trait au statut des faubourgs serbes de Sarajevo — dont ils doivent céder le contrôle militaire au gouvernement bosniaque.

Les responsables bosniaques souhaitent que le calendrier soit respecté et pressent les Serbes d'« agir de façon responsable » pour mettre fin à l'impasse.

Les dirigeants britanniques estiment que l'affaire des pilotes ne fera pas ca-

Le Canada représenté par un diplomate

d'après PC
LONDRES

C'est un ancien diplomate qui sera chargé de coordonner la participation du Canada à l'effort de reconstruction de l'ex-Yougoslavie, a annoncé hier le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet.

Michael Berry, qui était jusqu'à récemment haut commissaire du Canada en Australie, sera le lien entre Ottawa et les autorités internationales ainsi qu'avec les organismes humanitaires travaillant sur le terrain.

Le diplomate se trouvait à Londres, hier, en compagnie du ministre, dans le cadre d'une conférence de paix visant à identifier les besoins de la Bosnie en termes d'aides humanitaire, financière et politique, afin d'assurer la réussite de l'accord de paix de Dayton.

Bien que le Canada ait offert diverses formes d'aide jusqu'ici, le ministre Ouellet a été incapable d'évaluer leurs coûts. « Il faudra attendre pour cela une autre conférence, qui aura lieu à Bruxelles en janvier », a-t-il dit.

Ottawa envisage notamment de fournir à la Bosnie des conseillers pour la mise en place d'élections libres qui, en vertu de l'accord de Dayton, doivent avoir lieu d'ici six à neuf mois.

Le Canada, selon André Ouellet, devrait également fournir des expéditions pour l'entraînement de soldats de l'ONU qui agiront là-bas à titre de force policière.

poter la signature du traité à Paris. Un tel contretemps perturberait l'ensemble du processus de paix, y compris le déploiement de la force internationale de l'OTAN (IFOR). M. Holbrooke a noté que la guerre avait cessé sans faire place à une « véritable paix » et que le traité revêtait une importance « critique » dans le passage de l'une à l'autre.

Ignorant les incertitudes qui prévalent sur le plan diplomatique, l'OTAN poursuit le déploiement de ses unités avancées qui, selon les porte-parole de l'alliance, arrivent sur place dans les délais prévus jusqu'ici. L'IFOR comprendra au total 60 000 hommes dont la plupart gagneront les Balkans après la signature officielle du traité.

Des troupes américaines sont arrivées d'Allemagne à Taszar, en Hongrie, afin de mettre en place une base logistique au profit des 20 000 éléments du contingent américain. Le président Bill Clinton semble avoir surmonté l'opposition qu'inspire le déploiement américain au Congrès, où un vote est prévu la semaine prochaine. Mais des doutes persistent sur le point de savoir si les Américains pourront éviter des attaques.

Réunie pendant un jour et demi à huis clos au palais de Lancaster House, dans le centre de Londres, la conférence sur la reconstruction de la Bosnie a lancé le processus de mise en oeuvre du volet civil des accords de Dayton mais n'a pris aucune décision majeure. La conférence a adopté « un paquet de mesures de confiance pour la réconciliation » des Serbes, Croates et Musulmans, en particulier à Sarajevo, a déclaré à la presse le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind.

L'élection de Kwasniewski confirmée par la Cour

d'après AFP
VARSOVIE

La victoire électorale d'Aleksander Kwasniewski, bien que validée hier par la Cour suprême, a pris un goût amer pour le leader ex-communiste dont la présidence commencera le 23 décembre sous le signe de la tension.

La majorité des dix-sept juges ont bien estimé qu'il n'y avait pas de base légale pour remettre en question le résultat du scrutin du 19 novembre qui avait donné 51,7 % des voix à M. Kwasniewski contre 48,3 % au président sortant Lech Walesa.

Mais au moins cinq juges ont voté contre et demandé que cela soit inscrit dans le procès-verbal.

En outre, la Cour a souligné dans ses attendus qu'il n'était pas de sa compétence de juger « les qualités éthiques » de la personne portée à la magistrature suprême.

Une phrase d'autant plus assassine que quelques heures plus tôt les juges

ont estimé à l'unanimité qu'il y avait bien eu infraction à la loi électorale et que M. Kwasniewski n'avait pas terminé ses études supérieures. En d'autres termes, qu'il avait menti.

Le président élu avait disparu de l'arène politique polonaise depuis dix jours, parti pour des vacances privées en Espagne. On ignorait hier s'il avait regagné la Pologne, comme l'avaient annoncé ses collaborateurs. Ces derniers se sont d'ailleurs abstenus d'assister à la lecture de la décision de la Cour suprême. À son quartier général, les téléphones restaient silencieux et les portes fermées.

Ainsi, le premier commentaire du côté du Parti social-démocrate SLD (ex-communiste) est venu du premier ministre Jozef Oleksy. Le chef du gouvernement a déclaré à la presse que la décision de la Cour suprême « mettait fin à une période de tension, période lourde de signification et riche en enseignements ».



Des partisans de Lech Walesa manifestent leur déception face à la décision de la Cour suprême.

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 10 DÉCEMBRE 1995

La personnalité de la semaine

*Il n'est pas de succès qui se mérite
s'il n'est construit sur l'excellence*

Chef toqué, Normand Laprise voit son ingéniosité récompensée par l'étoile de la gastronomie

MATHIEU PERREAULT

Le succès de la cuisine de Normand Laprise repose sur une conviction inébranlable : les aliments qu'il utilise doivent être d'une qualité irréprochable. Le chef du Toqué! de la rue Saint-Denis reçoit souvent la visite des camions de Purolator venus lui apporter... des légumes. Ses plats croustillants de fraîcheur ont alors beau jeu de conquérir des clients stupéfaits de l'amalgame de goûts qui rappelle que si Normand Laprise a appris la cuisine française, il demeure ouvert aux influences culturelles dans lesquelles il baigne.

Lui qui n'a jamais couru les concours, son art est depuis un an reconnu par une multitude d'hommages. En plus de l'étoile de la gastronomie remise lors du gala culinaire Charton-Hobbs, qui récompense la contribution d'un chef au monde de la cuisine québécoise, il est invité à la fondation James Beard, qui reçoit les plus grandes toques et où il devra enchanter des convives réputés pour leurs palais fins et exigeants. La cave à vin du restaurant dont il est propriétaire a récemment reçu un prix d'excellence du *Wine spectator*, et de nombreux journaux américains se sont joints aux quotidiens et revues montréalais et canadiens pour recommander sa table. *La Presse* tient à souligner ce succès autant que la philosophie qui le sous-tend, en lui décernant le titre de **Personnalité de la semaine**.

Reconnu par ses pairs et les chroniqueurs spécialisés, Normand Laprise n'en a pas moins la faveur de ses convives. Une soirée peut rarement se terminer avant qu'un client le reconnaisse et vienne le féliciter de

sa cuisine et de son accueil. Le secret du chef tient à son attachement au concept de restauration. « Je me souviens de l'origine du terme, remarque-t-il. Restaurer consiste à entourer les gens d'attentions autant qu'à combler leur palais. Si je vois un client malheureux, il recevra immédiatement la visite d'un serveur qui s'informerait de son malaise. La tâche d'un restaurateur exige une sensibilité extrême aux humeurs de ceux qu'il reçoit. »

Tout comme ceux qui mettent les pieds chez lui en sortent heureux, l'homme de 34 ans a toujours su se sentir à l'aise dans un nouvel environnement. « Je dois faire ce que j'aime, dit-il. S'il faut que je mange des pommes de terre pendant une semaine parce que j'ai acheté de la truffe blanche pour gâter mes amis, je vais le faire. Mes priorités peuvent toutefois ressembler à de l'égoïsme quand je veux me faire plaisir. Lors d'un voyage en Californie, j'ai visité 27 restaurants en 11 jours, mais il s'agissait d'un parti pris pour mes désirs et non d'un péché capital. »

Cette capacité de faire son nid là où il se trouve remonte à une enfance marquée par la mort de sa mère, qui laissait sept enfants derrière elle. Son père, qui travaillait à Québec, a dû le confier à des familles de la région de Kamouraska où il était né. « J'ai été trimbalé de maison en maison jusqu'à l'âge de 10 ans, mais je parvenais à me sentir bien dans chaque nouveau foyer, se souvient-il. J'ai développé un solide sens de l'amitié envers les gens qui comptent pour moi. »

Réunie dans la capitale au début des années 1970, la famille a un train de vie modeste et le jeune homme doit travail-



NORMAND LAPRISE

*« Quand je vais jusqu'au bout
de mes désirs,
je ne suis pas égoïste,
mais intègre. Comme
je fais ce que j'aime,
les hommages récompensent
ce que je suis
autant que ma cuisine. »*

ler pour payer ses études. C'est ainsi qu'il aboutit dans un restaurant en tant qu'homme à tout faire, à la veille d'entrer au cégep en administration. « Je ne touchais pas à grand-chose, mais déjà l'ambiance m'avait séduite, dit-il. J'ai alors pensé à m'inscrire dans une école de cuisine, mais les places étaient extrêmement limitées. »

Quand l'école d'hôtellerie de Charlesbourg l'appelle au mois d'août pour lui annoncer qu'une place vient d'être libérée, il accepte séance tenante. Il ne retrouve cependant pas la passion qu'il imaginait exister dans ce métier. « J'ai failli abandonner plusieurs fois, souvient-il. Je ne comprenais pas pourquoi on s'acharnait à suivre des recettes, même dans des circonstances défavorables. Quand il n'y a que des épinards congelés, pourquoi ne pas faire un potage aux carottes? »

Peu à peu le goût du métier l'envahit, au point de chambarder sa vie. Sa blonde le quitte, ne supportant pas les horaires irréguliers d'un apprenti passionné. Une situation qui se présentera plusieurs fois dans sa vie amoureuse avant qu'il ne rencontre Kate, la mère de son petit Thomas, 20 mois. « J'ai compris ce que je devais concéder pour préserver l'amour », confie-t-il.

L'épopée du Citrus, par exemple, l'emporte dans un tourbillon où les journées ont quarante heures et où les fins de semaine n'existent pas. Le restaurant, ouvert pendant trois ans jusqu'en 1992, remplit d'aises les gastronomes les plus fins, selon plusieurs articles di-thyrambiques de la presse spécialisée. « C'est le plus beau restaurant que j'aie jamais vu à Montréal, reconnaît-il. Je vivais un rêve, du choix des victuail-

les dont je m'occupais moi-même à la cuisine recherchée. »

Le Citrus est cependant balayé par la récession. Demeuré à la barre jusqu'au bout, Normand Laprise se retrouve sans avenir. Quelques amis le convainquent alors de ne pas s'exiler et de tenter sa chance à Montréal en tant que chef-propriétaire. De son association avec Christine Lamarche naît le Toqué. « Je voulais un décor et des couverts appropriés, mais sans excès, indique-t-il. J'ai toujours été inconfortable avec la cuisine empesée, l'obligation d'avoir des nappes, du cristal et de l'argenterie. L'important, c'est ce qu'il y a dans les assiettes. »

Son restaurant est un modèle de stabilité : 80 couverts servis chaque jour de la semaine, une équipe de serveurs sans défections, dont quatre sont père ou mère, une exception dans le métier. Tout comme le fait que la moitié des clients qu'il gâte prennent du fromage, et qu'il n'hésite pas à engager des stagiaires pour transmettre ce qu'il a appris en 15 ans de fourneaux.

« Mes maîtres m'ont transmis un savoir inestimable, surtout au niveau de leur pensée, explique-t-il. J'ai adoré découvrir la fantaisie californienne ou le respect que les Français ont pour leurs aliments d'une qualité inouïe. »

Bien ancré dans le Montréal ethnique d'où il tire son inspiration, l'œil tourné vers New York et ses mille avenues, Normand Laprise rêve d'une retraite tranquille en Oregon, à mi-chemin entre la métropole et la rase campagne. Mais pour le moment, trois ans après être tombé sur la toque, il entend bien faire salle comble tant que vivront ses amis.

*Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.*

**Hydro
Québec**

**BANQUE
NATIONALE**
Notre banque nationale

ALCAN

La personnalité en personne

À VSD-BONJOUR

Marie-Claude Lavallée reçoit chaque dimanche la personnalité de la semaine.

Elle vous livre également, avec un zeste de folie et une grande dose de bonne humeur, toute l'information qu'il vous faut pour profiter pleinement du week-end.



VSD-Bonjour

Vendredi au dimanche 6 h à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

SRC  **CBF 690
Montréal**